



Du 22 janvier au 23 avril 2023

Traité de l'Élysée : Regarder ensemble vers l'avenir

51 611
participants

1 783
propositions

942 185
votes

CIVICO
••• europa

EAB
Europäische Akademie
Berlin

MAKE.
ORG

 Université
franco-allemande
Deutsch-Französische
Hochschule

 **CCI FRANCE ALLEMAGNE**
FRANZÖSISCHE HANDELSKAMMER

arte

 **DEUTSCH-
FRANZÖSISCHER
BÜRGERFONDS
FONDS CITOYEN
FRANCO-ALLEMAND**

AXA

 **MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

 Auswärtiges Amt

• Staatskanzlei
SAARLAND



Sommaire

Edito	4
Les partenaires du projet	6
Regards croisés sur les résultats	11
3 questions à Anke Rehlinger	12
Le regard économique de Gilles Moëc	14
Le regard académique de Rainer Maria Kiesow	15
Traité de l'Elysée : Regarder ensemble vers l'avenir	16
La consultation citoyenne	18
La méthodologie de Make.org	20
Ce dont les Français et Allemands parlent	22
L'agenda citoyen : les priorités des citoyens français et allemands	24
Perspective Européenne	74
L'analyse des résultats dans le contexte de la Conférence sur l'avenir de l'Europe	75
Entretien avec Gabriele Bischoff	76
Deux consultations Make.org à un an d'intervalle : quelles différences et similitudes?	78
Mise en perspective avec les recommandations finales de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe	80
Annexes	83
Le profil sociodémographique des participants	84
A propos et contacts	90



Depuis l'appel du 9 mai 2016 pour une Renaissance européenne, CIVICO Europa milite pour le développement de consultations européennes transnationales qui permettent de saisir de manière ouverte les attentes partagées ainsi que les points de désaccord des citoyens des pays de l'Union européenne.

Ces consultations apportent des éléments précieux au développement d'une démocratie européenne plus inclusive et mature, capable de concilier démocratie parlementaire et démocratie participative, plus en phase avec les attentes profondes des citoyens.

La consultation WeEuropeans, organisée conjointement par CIVICO Europa et Make.org en amont des élections européennes de 2019, avait ainsi rassemblé 1,5 million de citoyens de l'Union dans 27 États membres qui s'étaient prononcés sur 30 000 propositions citoyennes pour en choisir in fine 10 au niveau européen en forme d'Agenda citoyen.

La reprise de cet Agenda par les partis politiques dans leurs programmes électoraux avait confirmé alors la validité et le succès de cette méthode. À un an des élections européennes, cette nouvelle consultation concerne les citoyens résidant en France et en Allemagne, deux pays qui, quand ils convergent et savent dépasser leurs désaccords, exercent un leadership positif sur la dynamique européenne.

Ses résultats peuvent constituer une source majeure d'inspiration pour les décideurs des deux côtés du Rhin, et il serait intéressant de voir si les thèmes prioritaires concrets qui émergent de la consultation sont également partagés par les citoyens des 25 autres États membres de l'Union.



L'amitié et la coopération franco-allemandes célébrées à l'occasion de l'anniversaire du Traité de l'Élysée sont l'exemple parfait de la méthode européenne : la force par la coopération, des solutions tournées vers l'avenir, la cohésion comme source de réussite. Le travail mené en commun par la France et l'Allemagne ne s'illustre pas seulement par des décisions politiques ; ce sont avant tout les citoyennes et les citoyens qui font vivre cette amitié et qui, comme le montre cette consultation, la font avancer par des idées et des propositions. La Conférence sur l'avenir de l'Europe qui s'est tenue l'année dernière l'a prouvé, et la présente consultation le montre : il est indispensable que les citoyens puissent énoncer clairement leurs priorités, s'exprimer sur les propositions et apporter leurs idées concrètes au débat. En cette époque où la coopération européenne est plus essentielle que jamais, où une action unie est indispensable, et où les valeurs européennes sont attaquées en Ukraine, la voix des citoyens a une importance capitale et doit être intégrée aux processus politiques. L'ampleur de la participation à cette consultation et la qualité des propositions démontrent la volonté des citoyens de s'impliquer dans les décisions politiques. L'approche par le consensus et l'ouverture au débat sont les éléments indispensables d'une démocratie européenne stable.

Cette consultation permet de poser les bases d'une continuité de la coopération franco-allemande, d'une action européenne commune et tournée vers l'avenir, et d'une vie politique proche des citoyens. Souhaitons que les idées reçoivent l'attention qu'elles méritent !

Les partenaires du projet (1/2)

Les initiateurs

“À un an des élections européennes, les résultats de cette consultation auprès des citoyens résidant en France et en Allemagne peuvent constituer une source majeure d'inspiration pour les décideurs des deux côtés du Rhin par rapport à la forme de leadership que leurs deux pays peuvent exercer ensemble à l'avenir alors que, à tort ou à raison, domine l'idée d'une panne de la dynamique franco-allemande. Ils peuvent même nourrir une feuille de route conjointe et enrichir la réflexion des partis politiques qui commencent à préparer leurs programmes électoraux.”



Guillaume Klossa, Auteur, finaliste du European Book Prize 2022
Fondateur et coprésident de **Civico Europa**

“Au sein de l'Académie de Berlin, nous proposons chaque jour un espace de conférences, de rencontres, de débats d'idées. Nous sommes constamment nourris d'idées et d'inspirations que nous rassemblons pour les diffuser plus largement. Les résultats de cette consultation nous aident dans cette démarche : là où il nous faut un an pour parler à 7 500 citoyens en personne, la consultation a permis de consulter en peu de temps les priorités de 51 000 Européens. L'interaction entre les rencontres personnelles, la participation numérique et les différents points de vue est la meilleure démarche pour viser une bonne éducation politique.”



Dr. Christian Johann, Directeur, Académie européenne de Berlin

Les partenaires

“Avec les ministères français et allemands de l'Europe et des Affaires étrangères, nous avons tenu à apporter notre soutien à cette consultation parce que nous croyons qu'il est important d'être à l'écoute des idées et propositions que vous pouvez formuler. Les chiffres sont impressionnants : vous avez été plus de 50 000 citoyens français et allemands, et votre participation a permis de définir les priorités communes que vous souhaitez voir porter ensemble par la France et l'Allemagne en Europe. Plusieurs de ces priorités font partie de nos agendas, et nous travaillons actuellement au renforcement de notre action commune sur plusieurs d'entre elles.”



Laurence Boone, Secrétaire d'État chargée de l'Europe, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
&
Anna Lührmann, Ministre déléguée à l'Europe et au Climat, Ministère allemand des Affaires étrangères (Auswärtiges Amt)

“La coopération académique franco-allemande est essentielle pour développer des innovations communes, mais aussi renforcer les liens professionnels et personnels en Europe. Les résultats de la consultation montrent l'importance qu'attachent Français et Allemands aux échanges multilingues et interculturels au sein de l'espace européen, un objectif pour lequel l'Université franco-allemande s'engage activement.”



Philippe Gréciano, président, et Eva-Martha Eckkrammer, vice-présidente, Université franco-allemande (UFA)

“Le soutien de la CCI France Allemagne à la consultation citoyenne visait à susciter la participation des entrepreneurs français et allemands, afin que la dimension économique puisse être représentée dans les propositions et les votes. Les scores obtenus vont au-delà de nos espérances et sont une fabuleuse illustration de l'intérêt que nos concitoyens prêtent à la construction et au fonctionnement de l'Europe et au rôle particulier de la France et de l'Allemagne dans cette œuvre. Tout ceci est très encourageant !”



Frédéric Berner, Directeur général, CCI France Allemagne

Les partenaires du projet (2/2)

Les partenaires financiers

“En 2024, les élections européennes seront l’occasion pour les citoyennes et citoyens d’avoir voix au chapitre en votant pour des députés qui les représenteront au Parlement européen. Néanmoins, cette participation citoyenne ne peut se limiter à un seul moment démocratique qui se renouvelle tous les cinq ans. L’Europe est une réalité qui s’éprouve au quotidien. En permettant à plus de 50 000 participantes et participants de participer à une consultation en ligne intitulée #EnsembleZusammen, ce projet a permis de dégager des idées, de prendre position mais surtout de faire émerger une participation et une opinion citoyennes sur des sujets que doivent porter et défendre ensemble la France et l’Allemagne en Europe. Or, c’est en partageant ses désirs, ses craintes et ses espoirs d’un meilleur futur que l’on contribue à dessiner la carte politique de l’Europe de demain.”



**Benjamin Kurc, Responsable,
Fonds citoyen franco-allemand**

“Cette consultation citoyenne Make.org est la bienvenue dans le contexte actuel et les élections européennes prévues en 2024 qui vont marquer la fin du mandat de la Commission et engendrer un changement dans la composition des trois institutions européennes. Le moment est donc crucial. Cette initiative a permis de recueillir les problématiques intéressant les citoyens français et allemands : il est essentiel que tous soient mobilisés pour faire entendre leurs voix et être acteurs du futur de l’Europe.”



**Patricia Plas, Directrice des
Affaires publiques, Groupe AXA**



Regards croisés sur les résultats



3 questions à Anke Rehlinger

Ministre-Présidente de la Sarre
Plénipotentiaire de la République fédérale d'Allemagne chargée des relations culturelles franco-allemandes

Plus de 50 000 participants, près de 1 800 propositions et 940 000 votes sur les priorités et les attentes des Français et Allemands sur ce que doivent défendre leurs pays en Europe. Comment interpréter ce succès de la consultation en termes de participation ?

L'Allemagne et la France entretiennent un lien très fort avec l'Europe. Les citoyens sont bien conscients de l'importance de la coopération de leurs deux pays et le taux élevé de participantes et participants à la consultation en est la démonstration. C'est sur la base de ce lien très étroit que nous voulons continuer de la construire.

La diversité des propositions et des initiatives souligne en particulier le désir de nombreux citoyens de participer activement à la construction de l'Union européenne, et de faire entendre leur voix.

Deux aspects sont à remarquer : d'une part, la vaste portée de l'étude, qui est représentative de l'ensemble de la société des deux pays, et d'autre part, le large panel d'idées et de souhaits exprimés, qui vont des thématiques économiques jusqu'aux questions politiques, en passant par les sujets sociaux et environnementaux.

Quelle est votre réaction aux résultats de cette consultation transnationale ? Êtes-vous surprise par les thèmes qui émergent de ces propositions ?

La diversité des idées et des propositions émises par les citoyens des deux pays me surprend moins qu'elle ne me réjouit. Cette étude nous montre également que les priorités pour la coopération franco-allemande et pour l'avenir de l'Europe portent sur la vie de tous les jours.

En tant que plénipotentiaire chargée des relations culturelles, je me réjouis tout particulièrement de voir qu'il existe dans les deux pays un très fort désir d'apprentissage de la langue de l'autre. De nombreux participants à la consultation se prononcent en faveur d'un soutien aux programmes d'échanges, pour que chacun découvre le pays et

la culture de son voisin européen. Nous devons aussi ouvrir ces expériences aux apprentis des filières professionnelles : en effet, un séjour dans le pays partenaire motive à apprendre la langue, et la communication dans le langage professionnel spécialisé facilite la compréhension mutuelle.

Selon moi, l'apprentissage mutuel de la langue est essentiel pour la compréhension et la coopération dans une Europe commune.

L'une des premières idées est notamment le souhait de davantage de synergies en matière d'éducation et d'échanges pour les jeunes (formation, langues, Erasmus). Quelles actions sont réalisées pour permettre cela et comment la fonction de Plénipotentiaire peut aider à faciliter et promouvoir ces relations bilatérales ?

Sur la base du Traité d'Aix-la-Chapelle, nous avons élaboré avec la France une stratégie commune de promotion de l'apprentissage des langues. Il s'agit à présent de donner vie à ce concept. La langue doit être vécue concrètement. Toutes les classes d'âges doivent être impliquées dans cet apprentissage, à commencer par les plus jeunes. Par exemple, en tant que plénipotentiaire, je soutiens beaucoup le développement des jardins d'enfants bilingues « Élysée ». De même, les initiatives FranceMobil et mobilklasse.de, dans le cadre desquelles des assistants de langue parcourent l'autre pays pour faire découvrir aux élèves de l'école primaire la langue et la culture du pays partenaire, rencontrent un vif succès – tout comme les écoles Abibac et les lycées franco-allemands. Ces projets qui sont une réussite doivent à présent être mieux mis en réseau et diffusés.

D'une manière générale, en tant que plénipotentiaire, je suis en contact permanent avec une multitude d'institutions, d'organisations et d'acteurs franco-allemands. Grâce à notre engagement commun, je souhaite mettre à profit le meilleur des deux pays dans l'intérêt collectif, afin d'accroître la richesse culturelle et la prospérité économique de notre Europe.



Le regard économique de Gilles Moëc

Gilles Moëc
 Chef Économiste du Groupe AXA

À deux reprises récemment, l'Europe a démontré sa capacité à être solidaire face aux crises. Une première fois face aux difficultés intenses créées par la pandémie de Covid, puis l'hiver dernier lorsqu'elle a frôlé la paralysie économique en raison de la perturbation de l'approvisionnement énergétique liée à la guerre en Ukraine. Dans les deux cas, elle a agi. Tout d'abord, la création du Programme de Nouvelle Génération, mettant à la disposition des Etats membres les plus fragiles des ressources financières mutualisées, a permis d'éviter la réplique de la crise souveraine du début des années 2010. L'année dernière ensuite, un système de partage des ressources énergétiques a pu être mis en place pour répondre à l'urgence.

Cette enquête d'opinion et d'engagement citoyen extraordinairement informative montre sans ambiguïté que les citoyens allemands et français souhaitent l'approfondissement de politiques énergétiques communes et tiennent à une construction européenne soucieuse des valeurs de solidarité. Les solutions de politique économique qui ont émergé ces dernières années ne sont donc pas des « produits technocratiques » mais répondent bien à une demande démocratique profonde.

Des nuances nationales sont bien entendu inévitables. L'Allemagne insiste sur la rectitude budgétaire des pays membres comme condition *sine qua non* de l'approfondissement de la solidarité financière. La France attache plus d'attention à la capacité de solutions européennes à relancer rapidement l'investissement. Les choix énergétiques des deux pays ont divergé fortement depuis une dizaine d'années. Pourtant, le moteur franco-allemand est indispensable à l'Europe, et l'enquête confirme la convergence des opinions publiques sur les sujets de fond : la préservation et le développement d'une économie sociale de marché respectueuse de l'environnement rassemble les deux peuples.



Le regard académique de Rainer Maria Kiesow

Rainer Maria Kiesow
 Professeur de droit
 Vice-président et Directeur d'études de l'EHESS (établissement membre du réseau de l'Université franco-allemande)
 Membre du collège doctoral franco-allemand "Construire les différences" soutenu par l'Université franco-allemande

Il n'y a pas de surprise - au sommet. En ces temps de guerre, de changement climatique et d'inflation, les Français comme les Allemands considèrent que les thèmes les plus importants pour le bien vivre ensemble en Europe et dans le monde sont la diplomatie, les relations internationales, l'économie et le travail, la sécurité et la défense, les réformes institutionnelles, l'environnement, l'énergie et les ressources. Mais les thèmes figurant en bas de la liste sont surprenants. L'agriculture est le sujet qui suscite le moins d'intérêt, alors que c'est d'elle qu'il s'agit lorsqu'il s'agit de pesticides, de la disparition des abeilles, de la biodiversité et de notre alimentation à tous. Les droits de l'homme et l'immigration, mais aussi le secteur des transports et la question de la fiscalité, de l'équité fiscale en France, en Allemagne et en Europe, sont peu ou très peu représentés dans les préoccupations mentionnées par les citoyens.

Les thèmes abordés sont une chose, mais quelles solutions doivent être envisagées pour les problèmes qu'ils révèlent ? Et c'est là que l'on constate des différences entre la France et l'Allemagne. Pas toujours nettes, mais significatives. La plus marquée est, comme on pouvait s'y attendre, le soutien à l'énergie nucléaire comme l'une des réponses au changement climatique. Les Français et les Allemands divergent également sur la question

d'une Europe fédérale ou plutôt fondée sur des États souverains. Pour répondre au problème du financement des retraites, et par quel type de réforme, le Rhin est également une ligne de démarcation.

Mais les points communs l'emportent de loin, qu'il s'agisse des thèmes de discussion ou, surtout, de l'horizon : la paix, une vie économique et professionnelle épanouissante, un environnement à protéger et digne d'être vécu, et sans oublier, peut-être même au centre de tout, puisque c'est là que se rejoignent le contenu et la procédure : la démocratie.

Traité de l'Élysée : regarder ensemble vers l'avenir

Le 22 janvier 1963, la signature du Traité de l'Élysée par Charles de Gaulle et Konrad Adenauer a largement contribué à la réconciliation entre la France et l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale. En soixante ans, la coopération franco-allemande a notamment permis de nous rapprocher, citoyens des deux pays. Elle s'est également traduite en projets concrets qui ont un impact sur notre vie quotidienne.

Les liens d'amitié et les relations franco-allemandes ont aussi été déterminants pour renforcer la résilience de l'Europe, nous permettant de faire face ensemble aux grands défis auxquels nous sommes confrontés. Cependant, bien que nous ayons progressé, l'Europe reste vulnérable face à ces défis, créant ainsi une nouvelle opportunité pour une prise de responsabilité franco-allemande envers l'Europe. Dans la définition de cette nouvelle ambition, il est impératif que la parole citoyenne soit au cœur du processus.

C'est avec cette volonté, à l'occasion du 60ème anniversaire du Traité de l'Élysée, que Civico Europa, l'Académie Européenne de Berlin et Make.org ont lancé la consultation "Regarder ensemble vers l'avenir", en partenariat avec l'Université franco-allemande, la CCI France-Allemagne, ARTE, et le soutien financier du Fonds citoyen franco-allemand et d'AXA. Cette initiative est également soutenue par le Ministère allemand des Affaires étrangères (Auswärtiges Amt), la Plénipotentiaire de la République fédérale d'Allemagne chargée des Affaires culturelles et éducatives franco-allemandes, ainsi que par le Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères.

Cette consultation en ligne constitue le projet phare soutenu par le Fonds citoyen franco-allemand dans le cadre des 60 ans du Traité de l'Élysée.

Du 22 janvier au 23 avril 2023, plus de 50 000 citoyens français et allemands ont pu exprimer leurs priorités en répondant à la question "Quelles idées souhaitez-vous que la France et l'Allemagne défendent en Europe ?" sur ensemble-zusammen.make.org et zusammen-ensemble.make.org, en partageant leurs idées et en réagissant à celles des autres participants. Leurs votes et propositions ont été analysés par les sociologues de Make.org qui ont ainsi identifié les solutions consensuelles et prioritaires plébiscitées par les Français et Allemands, ainsi que les sujets qui ont divisé les participants. Les consensus, rassemblés sous la forme d'un "Agenda citoyen", permettront aux responsables politiques et aux acteurs de la société civile de mieux orienter leurs actions, tout en continuant de favoriser les échanges entre citoyens des deux côtés du Rhin. Ce processus permettra notamment de réfléchir à des actions civiles collectives qui pourront être mises en place en fonction de ces priorités.

La consultation citoyenne



Axel Dauchez, président et cofondateur de Make.org



Sarah Delahaye, Directrice de Make.org Allemagne

“Cette consultation a permis un véritable dialogue entre citoyens français et allemands : on y voit une claire volonté de développement des relations franco-allemandes au-delà des liens institutionnels, avec la société civile et le renforcement des liens entre citoyens.”

La consultation “Traité de l'Élysée” a suscité une forte mobilisation des citoyens en France et en Allemagne : au-delà de la ‘bulle franco-allemande’, elle a réussi à donner la parole à des citoyens habituellement éloignés des enjeux européens ou des relations franco-allemandes. Plus de 66% des participants ne parlent pas la langue de l'autre pays, et près de 30% d'entre eux n'ont jamais passé la frontière entre la France et l'Allemagne.

Cette démarche participative a aussi permis, un an avant les élections européennes, de connaître les grandes priorités et préoccupations des Français et des Allemands, notamment sur la démocratie européenne et le fonctionnement institutionnel, le rôle de l'UE dans le monde et l'importance de la coopération franco-allemande, l'harmonisation de certaines politiques, ou encore le désir d'évoluer vers la création d'une Europe sociale.

Les préoccupations fortes du moment, comme l'énergie ou la guerre en Ukraine, ont également pu

êtres mises en avant : il était important de permettre aux citoyens de s'exprimer sur ces sujets sensibles, et d'apporter leur point de vue sur ce que la France et l'Allemagne peuvent réaliser ensemble au niveau européen pour faire face à ces enjeux.

Enfin, en permettant aux citoyens français de donner leurs avis sur les propositions des citoyens allemands, et inversement, cette consultation a permis d'établir un véritable dialogue nécessaire aujourd'hui dans le cadre des relations entre les deux pays. Les participants souhaitent en effet que les liens ne se limitent pas à la coopération institutionnelle, et qu'ils se renforcent au sein de la société civile ainsi qu'entre les citoyens eux-mêmes.

51,611
participants

1,783
propositions

942,185
votes

26,033
participants en France

25,578
participants en Allemagne

La méthodologie de Make.org

Le recueil des propositions et des votes

Les citoyens peuvent participer à une consultation en déposant une ou plusieurs propositions n'excédant pas 140 caractères et commençant toutes par "Il faut...". Ils peuvent également voter sur les propositions des autres participants (vote "pour", "contre", ou "neutre") et, s'ils le souhaitent, qualifier leur vote ("coup de cœur", "réaliste", "banalité", "surtout pas !"...).

En arrivant sur la consultation, les participants découvrent une séquence de 12 propositions citoyennes, affichées selon un roulement permanent (deux séquences ne sont jamais les mêmes). Ils peuvent voter sur ces propositions, et à tout moment, déposer leur propre proposition. Avant d'être mises en ligne, les propositions déposées doivent être validées par les modérateurs (humains) de Make.org, au regard du respect de la loi et de notre Charte de modération. Les propositions ne sont aucunement réécrites, seules les fautes d'orthographe peuvent être corrigées.

La spécificité de ce projet : une consultation en deux phases

Première phase : une consultation nationale

Au cours de la première phase, nous avons demandé aux participants français et allemands de répondre à la question suivante, dans leur langue respective : Quelles idées souhaitez-vous que la France et l'Allemagne défendent en Europe ?

À la fin de cette phase, nous avons obtenu un total de 29 idées dans les deux pays. Nous avons identifié leur origine et les avons organisées en 7 axes différents.

L'algorithme d'émergence

Un élément essentiel de la plateforme Make.org est l'algorithme qui choisit les propositions soumises au vote dans la "séquence". L'objectif est de garantir à chaque proposition un nombre minimum de votes et une égale chance d'émerger. Ce roulement dirigé par l'algorithme permet de neutraliser les tentatives de "trolling", car dans ces séquences, les participants ne peuvent pas choisir les propositions sur lesquelles ils votent. Le code de cet algorithme est en open-source, comme tout le code de la plateforme. Il est donc public et auditable.

Analyse des résultats d'une consultation

A la fin d'une consultation, les data scientists et les sociologues de Make.org distinguent, d'une part, les propositions ayant suscité le plus de consensus, et d'autre part, celles ayant suscité le plus de clivage. Ces propositions sont ensuite regroupées par similarité de sujets pour constituer les "idées plébiscitées" et les "idées controversées" de la consultation. Ce regroupement s'effectue uniquement sur le sens principal exprimé par la proposition, sans surinterprétation. Chaque idée se compose donc de dizaines, voire centaines, de propositions défendant le même propos, et ayant chacune agrégé plusieurs centaines de votes, nous permettant ainsi d'affirmer la fiabilité statistique de nos résultats.

Deuxième phase : une consultation transnationale

Au cours de la deuxième phase, nous avons soumis les propositions françaises au vote des participants allemands et vice versa.

L'objectif était de créer un véritable dialogue entre les participants des deux pays et d'analyser la manière dont les participants réagissent aux idées des uns et des autres.

A la fin de la deuxième phase, nous avons analysé ces réactions et nous avons obtenu trois types d'idées différentes :

- **Idée plébiscitée partagée** : idée dont la tendance consensuelle a été confirmée par le vote des participants de l'autre pays ;
- **Idée controversée partagée** : idée dont la tendance controversée a été confirmée par le vote des participants de l'autre pays ;
- **Idée débattue** : idée qui obtient des scores d'adhésion différents selon le pays et suscite un débat entre les deux pays.

Ce dont les Français et les Allemands parlent

Diplomatie et relations internationales, économie et emploi, réformes institutionnelles, sécurité et défense...

Tels sont les principaux thèmes abordés par les participants. 1 783 propositions ont été recueillies sur la plateforme Make.org*.

Le graphique suivant représente le poids de ces propositions : il reflète ce dont les participants français et allemands ont le plus parlé lors de cette consultation, leurs préoccupations, les sujets de leurs conversations et de leurs débats.

Ce graphique ne prend pas en compte les votes des participants. C'est pourquoi il est différent de l'Agenda citoyen, qui est basé sur les idées, classées par ordre de priorité grâce aux votes des participants.

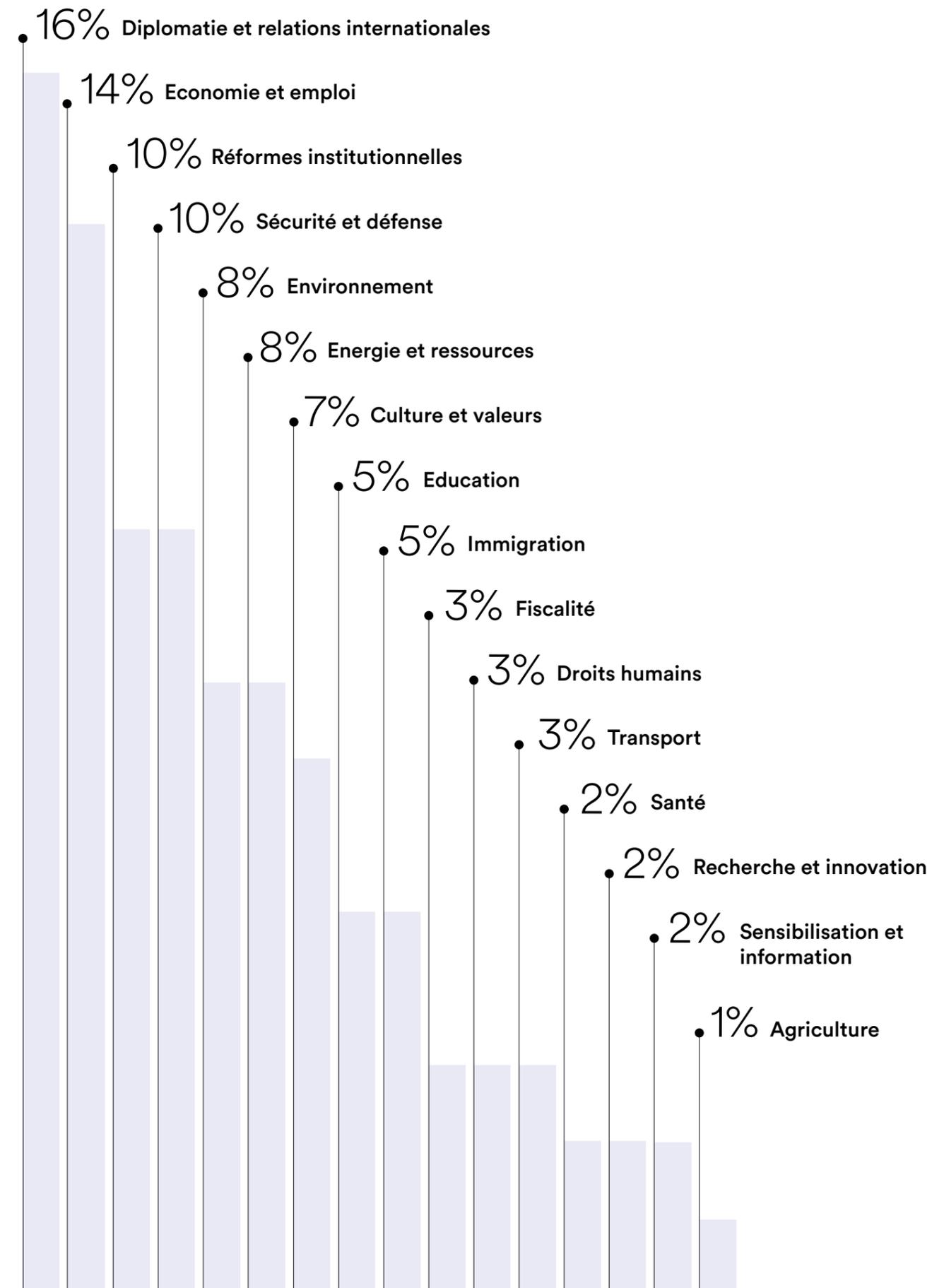
Les sujets les plus cités sont ceux de la Diplomatie et des relations internationales ; plusieurs aspects sont abordés : la place de l'Europe face aux autres grandes puissances, son rôle diplomatique ou encore le besoin de progresser vers une démocratie plus participative. La question d'une Europe fédérale et la souveraineté des pays membres est également abordée, et débattue.

Au sein du thème de l'Économie et de l'emploi, on retrouve l'aspiration à harmoniser les conditions de travail en Europe et à les rendre plus favorables.

Les propositions sur les Réformes institutionnelles abordent le fonctionnement des institutions, leur transparence ainsi que les modes de scrutin dans les processus décisionnels et le pouvoir accordé à la Commission européenne.

Au sein du thème Sécurité et défense, on retrouve notamment la notion de Défense européenne. Le thème Environnement recouvre, quant à lui, les propositions concernant la politique environnementale en Europe et la promotion de modes de transport plus respectueux de l'environnement.

Dans les autres thèmes, les participants à la consultation abordent la question de l'indépendance énergétique, ils débattent sur les politiques d'immigration, ils proposent des changements dans le système scolaire et ils soulignent l'importance de promouvoir les échanges culturelles entre pays.



*Sur les 1 783 propositions soumises, 1 562 ont été validées par les modérateurs de Make.org (voir "Méthodologie").

L'Agenda citoyen

Idées plébiscitées partagées

Idées dont la tendance consensuelle a été confirmée par le vote des participants de l'autre pays.

Démocratie européenne

- ♥ Améliorer la démocratie participative en Europe
- ♥ Mieux contrôler voire interdire l'action des groupes d'influence
- ♥ Mieux lutter contre les tentatives de corruption au sein des gouvernements

Éducation, valeurs, identité

- ♥ Favoriser les synergies éducatives à travers l'Europe

Énergie et environnement

- ♥ Renforcer une stratégie commune de lutte pour la préservation de l'environnement
- ♥ Développer une stratégie énergétique commune
- ♥ Protéger et accroître la biodiversité en Europe
- ♥ Développer davantage les énergies renouvelables
- ♥ Réformer les tarifs énergétiques

L'UE dans le monde

- ♥ Renforcer la coopération et la cohésion entre les États membres de l'UE face aux grandes puissances
- ♥ Protéger et développer l'activité économique et industrielle européenne
- ♥ Encourager l'innovation et la recherche pour renforcer la compétitivité de l'Europe

Mobilité

- ♥ Améliorer les transports en commun, notamment le réseau ferroviaire

Politiques sociales, économie et emploi

- ♥ Mieux lutter contre la fraude fiscale et harmoniser la fiscalité européenne
- ♥ Harmoniser les conditions de travail en UE pour limiter le dumping social
- ♥ Renforcer et harmoniser les politiques de santé et de solidarité à travers l'Europe

Idées controversées partagées

Idées dont la tendance controversée a été confirmée par le vote des participants de l'autre pays.

Démocratie européenne

-  Renforcer la souveraineté des pays
-  Créer une Europe fédérale

L'UE dans le monde

-  Chercher une solution plus diplomatique à la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine

Mobilité

-  Réduire le trafic aérien

Politiques sociales, économie et emploi

-  Modifier le système de retraites en Europe

Idées débattues

Idées qui obtiennent des scores d'adhésion différents selon le pays.

Démocratie européenne

-  Réformer les modalités de prise de décision au sein du système décisionnel européen
-  Limiter le pouvoir de la Commission européenne
-  Étendre le suffrage universel à la gouvernance de plusieurs institutions européennes

Éducation, valeurs, identité

-  Soutenir et réformer les systèmes scolaires

Énergie et environnement

-  Optimiser l'utilisation du nucléaire dans la politique énergétique
-  Réformer la politique agricole et de pêche en UE pour encourager des pratiques responsables

L'UE dans le monde

-  Mettre en place une véritable défense européenne

Migration

-  Limiter l'immigration illégale



01 Démocratie européenne

Idées plébiscitées partagées

- Améliorer la démocratie participative en Europe
- Mieux contrôler voire interdire l'action des groupes d'influence
- Mieux lutter contre les tentatives de corruption au sein des gouvernements

Idées controversées partagées

- Renforcer la souveraineté des pays
- Créer une Europe fédérale

Idées débattues

- Réformer les modalités de prise de décision au sein du système décisionnel européen
- Limiter le pouvoir de la Commission européenne
- Étendre l'élection par le suffrage universel à plusieurs institutions européennes

♥ Idée plébiscitée partagée 01

Améliorer la démocratie participative en Europe

14 propositions au total

Les participants français et allemands sont d'accord avec l'idée selon laquelle les citoyens devraient être plus impliqués dans le processus décisionnel, notamment en ce qui concerne les sujets d'avenir tels que la protection du climat, l'inclusion et la justice sociale.

Selon les participants, cela pourrait être accompli par l'introduction de différents mécanismes de démocratie participative, voire directe. Des propositions suggèrent d'installer des assemblées citoyennes pour permettre une participation plus active des citoyens dans le processus politique. D'autres proposent l'introduction de référendums et des votes citoyens.



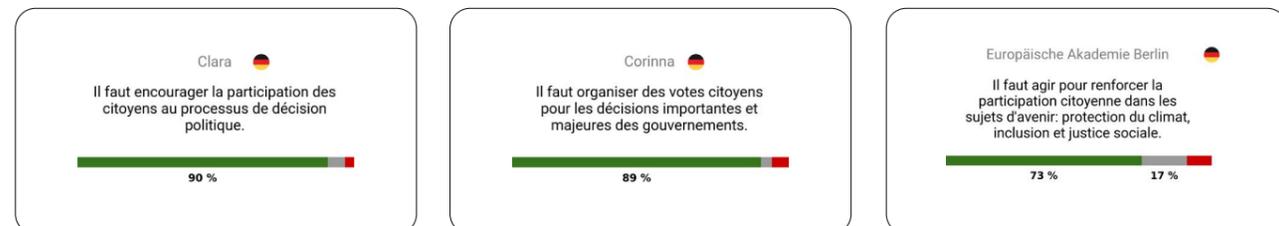
Cette idée était présente uniquement dans la consultation allemande de la première phase. Au cours de la deuxième phase, nous avons demandé aux participants français de réagir à cette idée. Elle est plébiscitée dans les deux pays.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



♥ Idée plébiscitée partagée 02

Mieux contrôler voire interdire l'action des groupes d'influence

6 propositions au total

Les participants expriment la nécessité de réduire le pouvoir des groupes d'influence dans le processus de prise de décision européen. Les mesures proposées pour y parvenir sont variées, allant de la lutte contre les lobbies commerciaux qui peuvent aller à l'encontre de la protection de l'environnement et de la santé, à l'interdiction pure et simple des lobbyistes dans les lieux de décisions européens. Les participants soulignent également l'importance de l'intégrité absolue des élus et fonctionnaires européens et proposent des moyens tels que le renforcement du contrôle des activités de lobbying et la communication transparente sur le sujet pour que les citoyens puissent prendre conscience de l'impact des lobbies sur les décisions politiques. Enfin, tous s'accordent sur la nécessité de lutter contre l'influence excessive des lobbies pour garantir une prise de décision indépendante et au service des intérêts des citoyens.



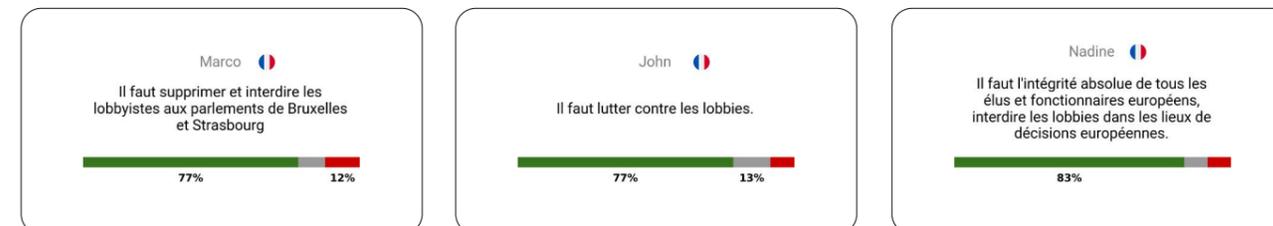
Cette idée était présente uniquement dans la consultation française de la première phase. Au cours de la deuxième phase, nous avons demandé aux participants allemands de réagir à cette idée. Elle est plébiscitée dans les deux pays.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



♥ Idée plébiscitée partagée 03

Mieux lutter contre les tentatives de corruption au sein des gouvernements

5 propositions au total

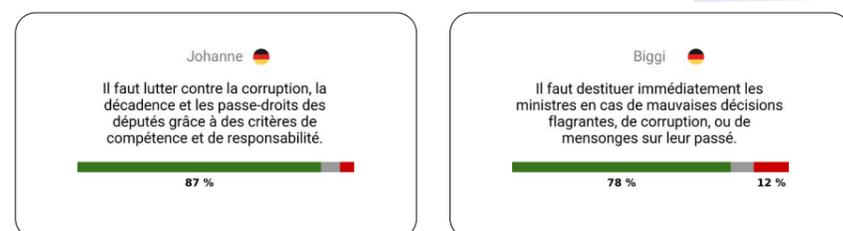
Les participants des deux pays plaident pour une approche plus rigoureuse et sans compromis envers les tentatives de corruption dans le milieu politique, afin de promouvoir une gouvernance plus transparente et responsable. Ils appellent à des mesures radicales pour y remédier : le renvoi immédiat des responsables politiques soupçonnés ou condamnés sans compensation financière pour exiger qu'ils respectent des critères de compétence et de responsabilité plus élevés.



Cette idée était présente uniquement dans la consultation allemande de la première phase. Au cours de la deuxième phase, nous avons demandé aux participants français de réagir à cette idée. Elle est plébiscitée dans les deux pays.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



⚡ Idée controversée partagée 04

Renforcer la souveraineté des pays

33 propositions au total

Cette idée controversée se base sur un même thème central, à savoir la souveraineté nationale. Les participants de ces propositions semblent exprimer leur désir de voir leur pays avoir une indépendance politique, économique et militaire, par rapport à l'Union européenne.

Certaines propositions controversées vont plus loin que d'autres dans leur appel à plus de souveraineté nationale, allant jusqu'à proposer de se retirer de l'UE ou de dénoncer les traités européens, tandis que d'autres souhaitent simplement réduire l'influence de l'Europe sur les politiques nationales.

Plusieurs propositions spécifiques à chaque pays suggèrent que la France doit être plus autonome vis-à-vis de l'Allemagne, voire des États-Unis.



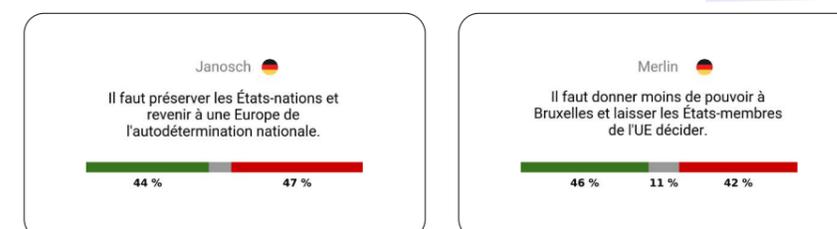
Cette idée était présente dans les deux pays lors de la première phase de la consultation et obtient autant de votes pour que de votes contre dans les deux pays. Elle est controversée dans les deux pays.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



⚡ Idée controversée partagée 05

Créer une Europe fédérale

23 propositions au total

La question d'une Europe fédérale est un sujet clivant. Les participants ne sont pas tous d'accord sur l'idée de créer une Europe fédérale, avec des institutions communes telles qu'une armée, une police et une diplomatie, ainsi qu'un visa unique.

Ils se divisent à la fois sur la création d'une "Europe des régions", qui supprimerait les États-nations, et sur la création d'une "Europe des nations" qui s'éloignerait du modèle actuel de l'Union européenne avec une souveraineté des États renforcée, et une diminution des compétences au niveau des institutions européennes.

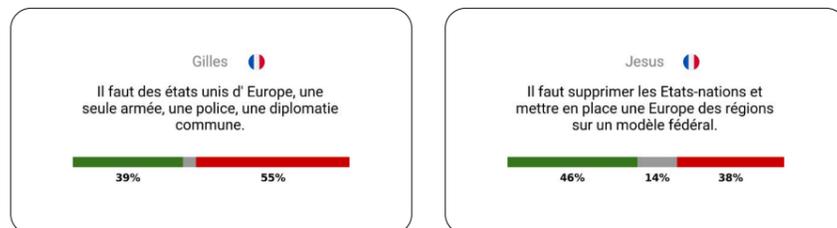
D'autres propositions controversées envisagent une Europe encore plus forte, unie et indépendante



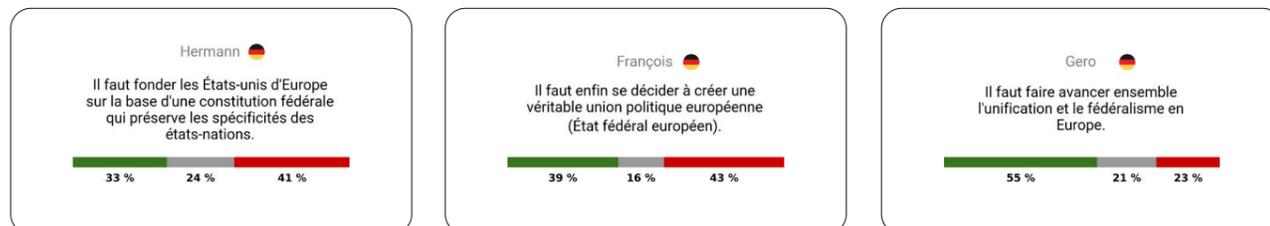
Cette idée était présente dans les deux pays lors de la première phase de la consultation et obtient autant de votes pour que de votes contre dans les deux pays. Elle est controversée dans les deux pays.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



💡 Idée débattue 06

Réformer les modalités de prise de décision au sein du système décisionnel européen

9 propositions au total

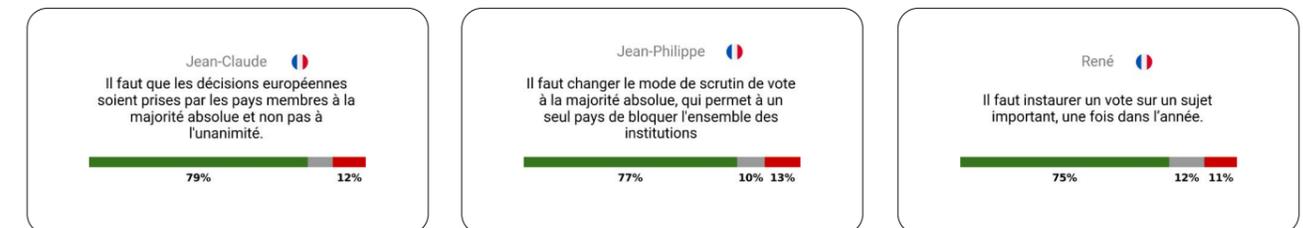
Cette idée porte sur la réforme du processus décisionnel au sein des institutions européennes. Les propositions suggèrent de limiter de plus en plus la prise de décision à l'unanimité qui permet le blocage d'un seul pays, voire de mettre fin à l'unanimité et d'utiliser plutôt le principe de majorité. Certaines propositions suggèrent également un vote annuel des citoyens de l'UE sur un sujet important pour leur permettre de participer davantage au processus décisionnel.



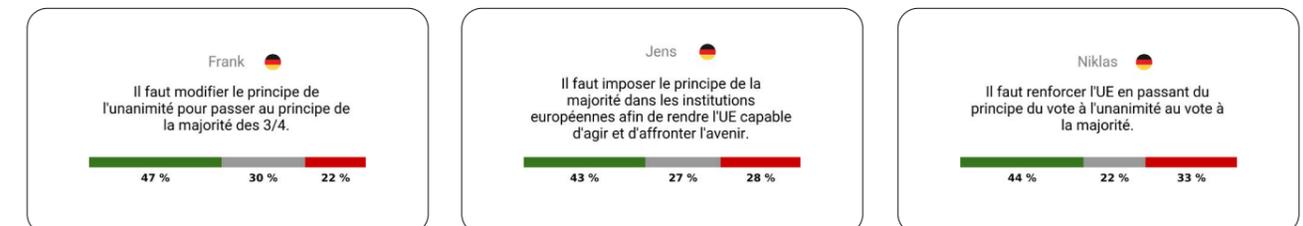
Cette idée était présente dans les deux pays lors de la première phase de la consultation mais elle a reçu des scores d'adhésion différents selon les pays. Alors qu'elle a été largement soutenue par les participants français, elle est controversée parmi les participants allemands.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



Idée débattue 07

Limiter le pouvoir de la Commission européenne

6 propositions au total

Les participants se divisent sur le fait de limiter les pouvoirs de la Commission européenne, en accordant plus de pouvoir au Parlement européen, élu directement par les citoyens européens. Les participants se divisent également sur l'idée selon laquelle les directives européennes devraient être soumises aux parlements nationaux.



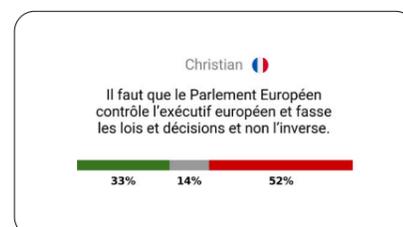
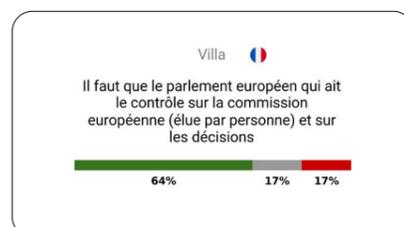
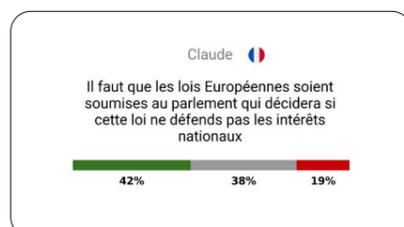
Cette idée était présente uniquement dans la consultation française de la première phase. Au cours de la deuxième phase, nous avons demandé aux participants allemands de réagir à cette idée. Alors qu'elle a été controversée parmi les participants français, elle obtient des opinions divergentes parmi les allemands.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



Idée débattue 08

Étendre l'élection par le suffrage universel à plusieurs institutions européennes

5 propositions au total

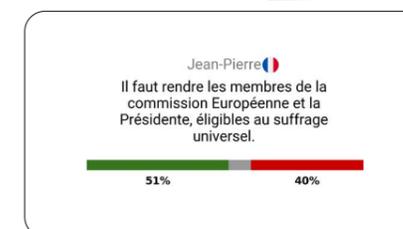
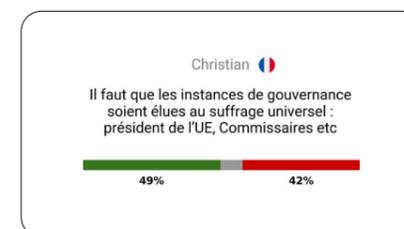
Cette idée débattue se base sur l'idée selon laquelle toutes les institutions européennes devraient être élues par les citoyens au suffrage universel. Le but est de renforcer la légitimité démocratique de l'UE en faisant en sorte que tous ses dirigeants soient directement responsables devant les électeurs, plutôt que nommés par les gouvernements nationaux ou autres instances non élues. Ce débat peut refléter un souci croissant pour une Union européenne plus démocratique, représentative et proche des citoyens.



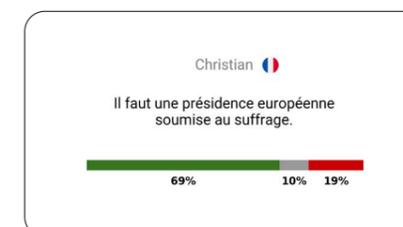
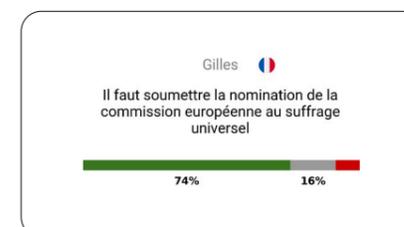
Cette idée était présente uniquement dans la consultation française de la première phase. Au cours de la deuxième phase, nous avons demandé aux participants allemands de réagir à cette idée. Alors qu'elle a été controversée parmi les participants français, elle obtient un consensus parmi les allemands.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :





02 Éducation, valeurs, identité

Idée plébiscitée partagée

- Favoriser les synergies éducatives à travers l'Europe

Idée débattue

- Soutenir et réformer les systèmes scolaires

♥ Idée plébiscitée partagée 01

Favoriser les synergies éducatives à travers l'Europe

37 propositions au total

Les deux pays sont en faveur d'un renforcement de l'éducation et de la promotion des échanges scolaires et universitaires entre la France et l'Allemagne. Ils insistent sur l'importance d'encourager et multiplier ces échanges entre les deux pays. Cela s'inscrit dans l'ambition d'approfondir la connaissance mutuelle entre les deux pays.

Parallèlement, la promotion de l'apprentissage des langues européennes dès le plus jeune âge et la reconnaissance des diplômes au sein de l'Union européenne bénéficient du soutien des participants des deux pays.



Cette idée était présente dans les deux pays lors de la première phase de la consultation et a obtenu majoritairement des votes favorables en France et en Allemagne.

💡 Idée débattue 02

Soutenir et réformer les systèmes scolaires

10 propositions au total

Cette idée plébiscitée par les participants allemands porte sur des actions pour améliorer le système éducatif et le développement des enfants. Les participants allemands soulignent la nécessité d'un engagement accru dans le développement et l'éducation des enfants et d'une révision en profondeur du système scolaire en augmentant le budget.

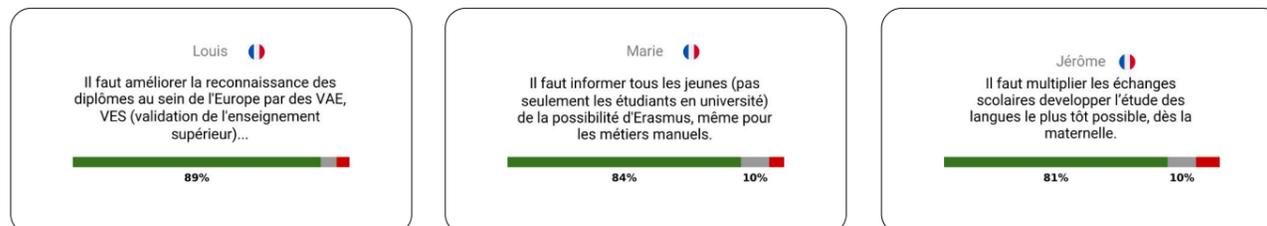
Bien que les participants français soient d'accord avec les grandes lignes de cette idée, ils sont divisés en ce qui concerne la numérisation de l'école et l'inclusion d'éléments clés du système éducatif finlandais dans la réforme éducative des pays européens.



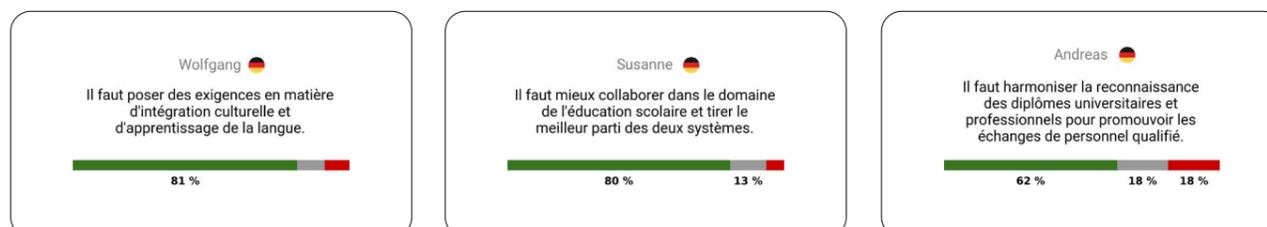
Cette idée était présente uniquement dans la consultation allemande de la première phase. Au cours de la deuxième phase, nous avons demandé aux participants français de réagir à cette idée. Alors qu'elle a été largement soutenue par les participants allemands, elle a suscité des opinions divergentes parmi les participants français.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :

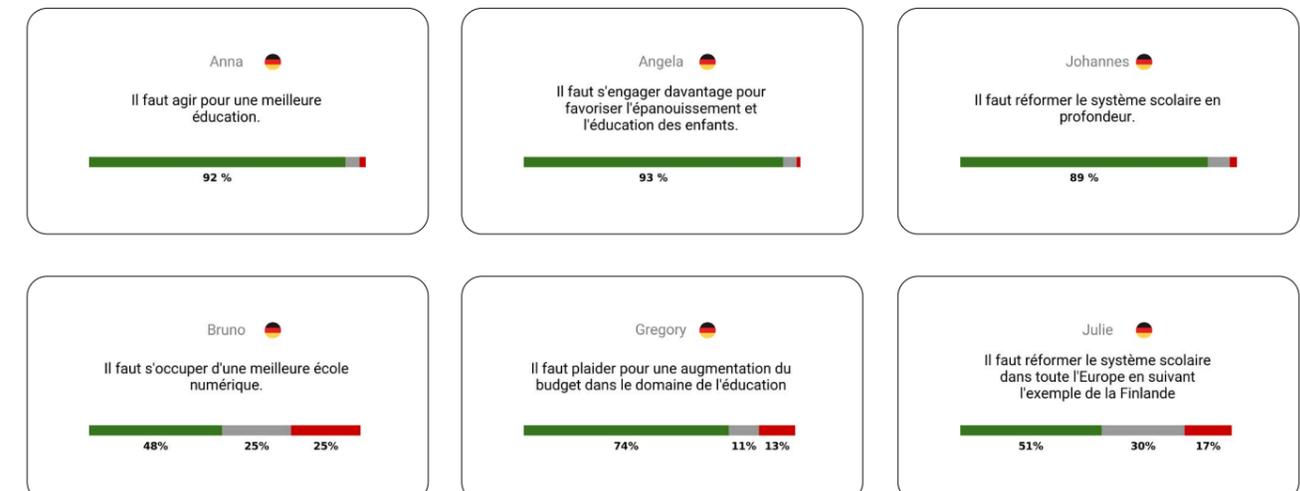


Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :





03 Énergie et environnement

Idées plébiscitées partagées

- Renforcer une stratégie commune de lutte pour la protection du climat et de l'environnement
- Développer une stratégie énergétique commune
- Protéger et accroître la biodiversité en Europe
- Développer davantage les énergies renouvelables
- Réformer les tarifs énergétiques

Idées débattues

- Optimiser l'utilisation du nucléaire dans la politique énergétique
- Réformer la politique agricole et de pêche de l'UE pour encourager des pratiques responsables

♥ Idée plébiscitée partagée 01

Renforcer une stratégie commune de lutte pour la protection du climat et de l'environnement

50 propositions au total

Les participants des deux pays ont exprimé, à travers des propositions et des votes, leur préoccupation pour la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique à l'échelle européenne. Ils expriment le besoin de s'aligner sur les meilleures options et solutions pour lutter contre la crise environnementale.

Les différentes mesures plébiscitées qu'ils proposent incluent une politique forestière ambitieuse pour préserver les écosystèmes forestiers, une taxe carbone sur les produits importés de Chine pour redévelopper l'industrie et l'artisanat localement, une taxe sur les produits provenant de l'extérieur de l'Union européenne, une politique commune de protection de l'environnement pour assurer la conformité de tous les produits commercialisés en UE, une politique commune pour préserver la biodiversité, une incitation à l'utilisation de matériaux recyclés ou recyclables.



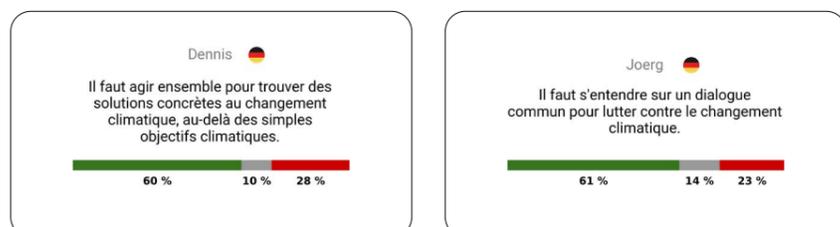
Cette idée était présente dans les deux pays lors de la première phase de la consultation et a obtenu majoritairement des votes favorables en France et en Allemagne.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



♥ Idée plébiscitée partagée 02

Développer une stratégie énergétique commune

19 propositions au total

Les participants expriment une préoccupation croissante pour la crise énergétique et la nécessité de travailler ensemble pour trouver des solutions durables.

Ils expriment le besoin d'indépendance énergétique, de coopération et de stratégie commune au niveau européen pour faire face à la crise énergétique en promouvant les sources d'énergie renouvelables, le stockage d'énergie, la réduction de la dépendance aux importations et la limitation de l'impact environnemental.



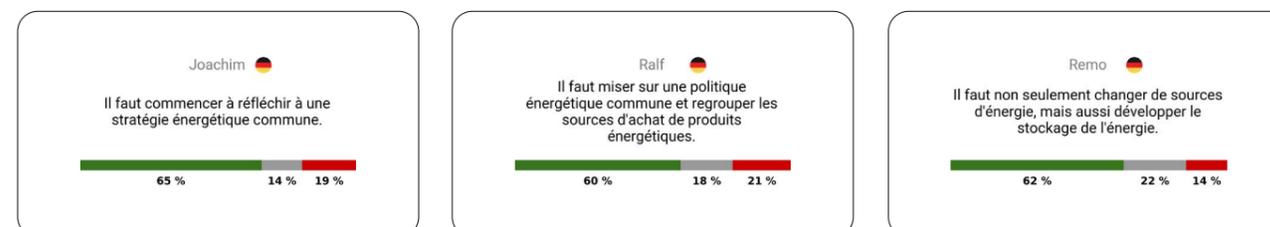
Cette idée était présente dans les deux pays lors de la première phase de la consultation et a obtenu majoritairement des votes favorables en France et en Allemagne.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



♥ Idée plébiscitée partagée 03

Protéger et accroître la biodiversité en Europe

9 propositions au total

Les participants se montrent soucieux de la protection de la faune, de la flore et des espaces naturels, et soulignent l'importance de prendre en compte les avis scientifiques. Ils soulignent également l'importance de la coopération internationale pour atteindre cet objectif commun.



Cette idée était présente uniquement dans la consultation allemande de la première phase. Au cours de la deuxième phase, nous avons demandé aux participants français de réagir à cette idée. Elle est plébiscitée dans les deux pays.

♥ Idée plébiscitée partagée 04

Développer davantage les énergies renouvelables

8 propositions au total

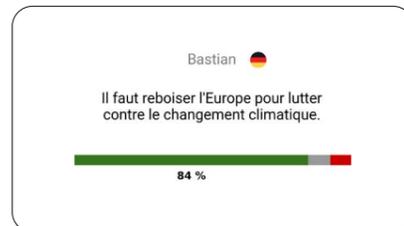
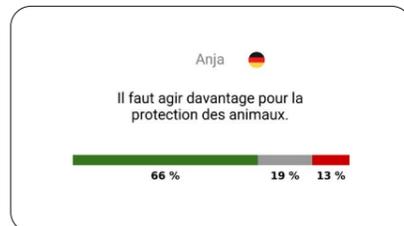
Les participants mettent en avant l'importance de favoriser les énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire, dans le but de lutter contre le changement climatique. Ils appellent à une coopération internationale pour partager les connaissances et les technologies nécessaires à la mise en œuvre de ces solutions, ainsi qu'à des investissements importants dans les sources d'énergie alternatives.



Cette idée était présente uniquement dans la consultation allemande de la première phase. Au cours de la deuxième phase, nous avons demandé aux participants français de réagir à cette idée. Elle est plébiscitée dans les deux pays.

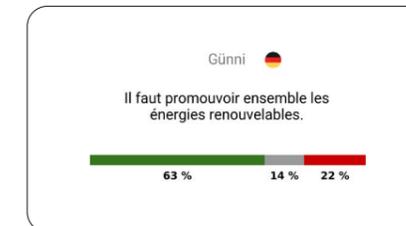
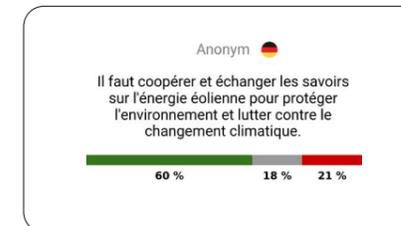
Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :

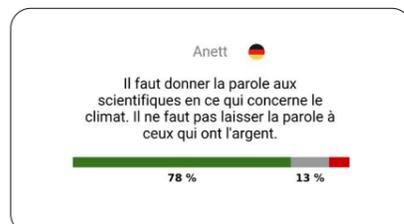


Illustrations de propositions :

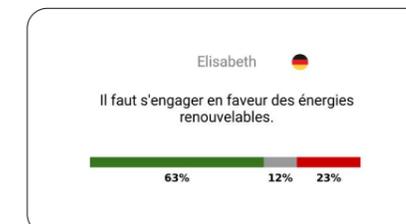
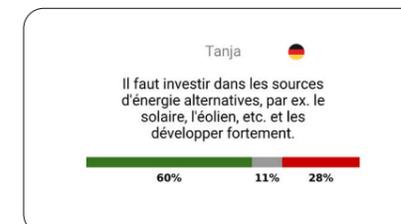
Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



♥ Idée plébiscitée partagée 05

Réformer les tarifs énergétiques

8 propositions au total

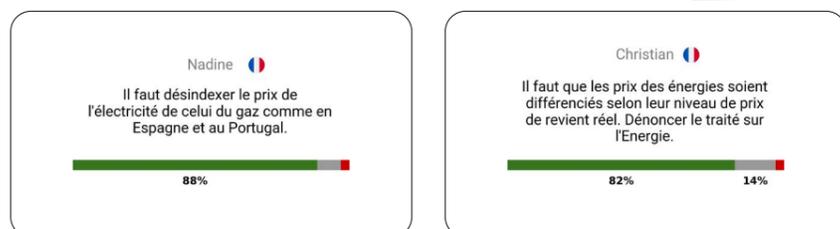
Dans les deux pays, un consensus se dessine autour du besoin de modifier la façon dont les prix de l'électricité et du gaz sont fixés en Europe, afin de les rendre plus justes, durables et compétitifs. Les solutions proposées incluent la désindexation des prix, la différenciation des tarifs en fonction du coût réel de production, la décarbonisation de la production d'électricité, et la sortie de certains accords et traités sur les tarifs énergétiques. En somme, l'objectif est de trouver des solutions pour réduire les coûts pour les consommateurs et rendre l'approvisionnement en énergie plus durable.



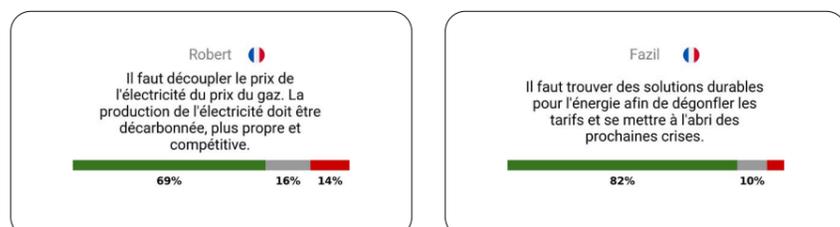
Cette idée était présente uniquement dans la consultation française de la première phase. Au cours de la deuxième phase, nous avons demandé aux participants allemands de réagir à cette idée. Elle est plébiscitée dans les deux pays.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



💬 Idée débattue 06

Optimiser l'utilisation du nucléaire dans la politique énergétique

8 propositions au total

Cette idée, controversée en Allemagne et plébiscitée en France, aborde la question de l'approvisionnement énergétique et de l'utilisation de l'énergie nucléaire en Allemagne et en Europe. Les propositions défendent la poursuite de l'exploitation des centrales nucléaires et s'opposent à l'abandon de cette source d'énergie. Certaines suggèrent également la coopération internationale dans le développement de l'énergie nucléaire, soulignant que cela pourrait être préférable à l'utilisation de sources d'énergie plus polluantes en CO₂ telles que le pétrole ou le charbon.



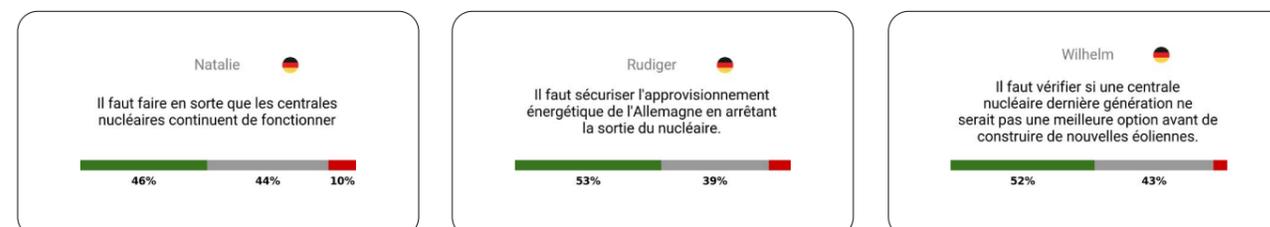
Cette idée était présente uniquement dans la consultation allemande de la première phase. Au cours de la deuxième phase, nous avons demandé aux participants français de réagir à cette idée. Alors qu'elle a suscité une controverse chez les participants allemands, elle a été soutenue par les participants français.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



Idée débattue 07

Réformer la politique agricole et de pêche de l'UE pour encourager des pratiques responsables

8 propositions au total

Cette idée plébiscitée suggère des actions pour améliorer la durabilité de l'agriculture et de la pêche en Europe. Elle suggère d'engager rapidement l'agriculture dans un modèle qui permet de restaurer la biodiversité. Elle suggère également de revoir la politique agricole de l'Union européenne en tenant compte des problèmes hydriques et de favoriser l'agriculture biologique et l'élevage non-industriel par des subventions et de la détaxation. Une harmonisation en ce qui concerne les techniques de production agricole européennes est aussi demandée.

Cependant, un clivage se dessine chez les participants allemands qui ne sont pas d'accord sur une priorisation des pratiques agricoles durables et respectueuses de l'environnement dans l'allocation des fonds de la politique agricole commune (PAC). De la même manière, ils se divisent sur l'interdiction totale de la pêche industrielle en Europe et en dehors.



Cette idée était présente uniquement dans la consultation française de la première phase. Au cours de la deuxième phase, nous avons demandé aux participants allemands de réagir à cette idée. Alors qu'elle a été largement soutenue par les participants français, elle a suscité des opinions divergentes parmi les participants allemands.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :





04

L'UE dans le monde

Idées plébiscitées partagées

- Renforcer la coopération et la cohésion entre les États membres de l'UE face aux grandes puissances
- Protéger et développer l'activité économique et industrielle européenne
- Encourager l'innovation et la recherche pour renforcer la compétitivité de l'Europe

Idée controversée partagée

- Chercher une solution plus diplomatique à la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine

Idée débattue

- Mettre en place une véritable défense européenne

♥ Idée plébiscitée partagée 01

Renforcer la coopération et la cohésion entre les États membres de l'UE face aux grandes puissances

42 propositions au total

Les participants plébiscitent la nécessité d'une coopération accrue entre les pays de l'UE, notamment entre la France et l'Allemagne, pour faire face aux grands défis tels que la concurrence internationale, les crises énergétiques et environnementales, ainsi que le renforcement de l'autonomie stratégique européenne. La coordination des politiques économiques et sociales, la simplification de l'administration et la promotion de projets économiques et scientifiques communs sont également mentionnées.

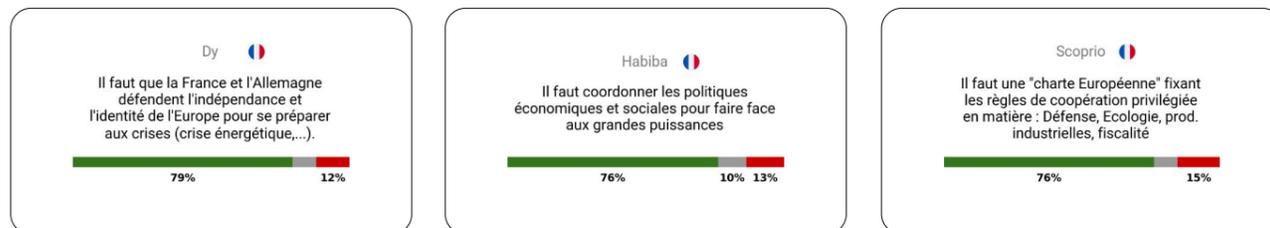
Dans la même logique, ils soulignent l'importance d'une politique de réciprocité dans les traités commerciaux. Une charte européenne est également proposée pour fixer les règles de coopération privilégiée dans des domaines tels que la défense, l'écologie, la production industrielle et la fiscalité. Cela s'inscrit dans l'ambition de construire une Europe indépendante des grandes puissances internationales, telles que la Chine ou les États-Unis.



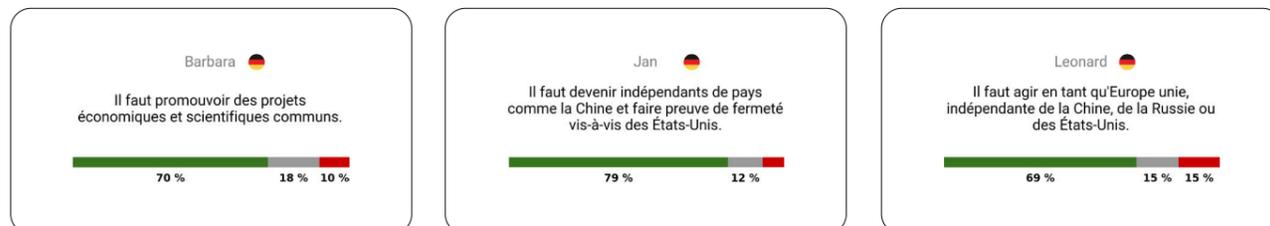
Cette idée était présente dans les deux pays lors de la première phase de la consultation et a obtenu majoritairement des votes favorables en France et en Allemagne.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



♥ Idée plébiscitée partagée 02

Protéger et développer l'activité économique et industrielle européenne

30 propositions au total

Les deux pays soulignent l'importance de renforcer l'indépendance économique et industrielle de l'Europe en réduisant sa dépendance vis-à-vis d'autres pays tels que les États-Unis et la Chine. Les participants sont d'accord pour identifier ensemble les industries clés dans lesquelles il faudrait retrouver une autonomie.

D'un point de vue environnemental, ils soulèvent le besoin de relocaliser l'industrie des énergies vertes sur le territoire européen et de créer des règles strictes de réciprocité pour garantir le respect des valeurs environnementales lors des importations.

En ce qui concerne l'aspect numérique, les participants sont d'accord pour former les jeunes aux technologies de demain et favoriser l'émergence d'industries du futur en Europe.

Enfin, ils accordent autant d'importance à l'auto-apvisionnement en renforçant, par exemple, l'agriculture régionale ou la fabrication européenne de médicaments pour éviter toute pénurie. Parallèlement, ils réclament une réglementation plus stricte en ce qui concerne la taxation de tous les produits importés de pays extérieurs à l'Union européenne.



Cette idée était présente dans les deux pays lors de la première phase de la consultation et a obtenu majoritairement des votes favorables en France et en Allemagne.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



♥ Idée plébiscitée partagée 03

Encourager l'innovation et la recherche pour renforcer la compétitivité de l'Europe

16 propositions au total

Les citoyens des deux pays ont de fortes attentes pour encourager l'innovation et la recherche en Europe. Plusieurs leviers d'action sont mentionnés : mettre en place une politique d'investissement pour améliorer la compétitivité de l'Europe; augmenter les échanges technologiques entre les laboratoires de recherche de différents pays européens; mieux informer sur les nouvelles technologies et leur impact; favoriser la création d'emplois dans ce secteur. Cela s'inscrit dans l'ambition de faire de l'Europe un leader technologique.



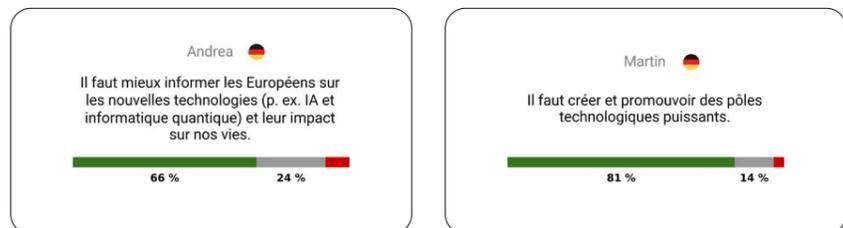
Cette idée était présente dans les deux pays lors de la première phase de la consultation et a obtenu majoritairement des votes favorables en France et en Allemagne.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



⚡ Idée controversée partagée 04

Chercher une solution plus diplomatique à la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine

53 propositions au total

Les questions relatives à la guerre menée par la Russie en Ukraine suscitent des opinions divergentes au sein de cette consultation. Les participants se divisent sur les propositions qui prônent plus d'actions diplomatiques.

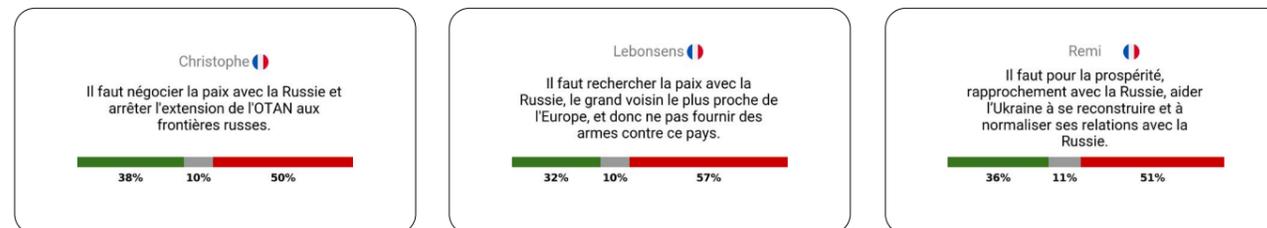
Ils se divisent également sur les propositions qui prônent la neutralité totale ainsi que l'arrêt de tout soutien militaire à l'Ukraine. Enfin, la potentielle collaboration avec la Russie est aussi un sujet très clivant au sein de cette consultation.



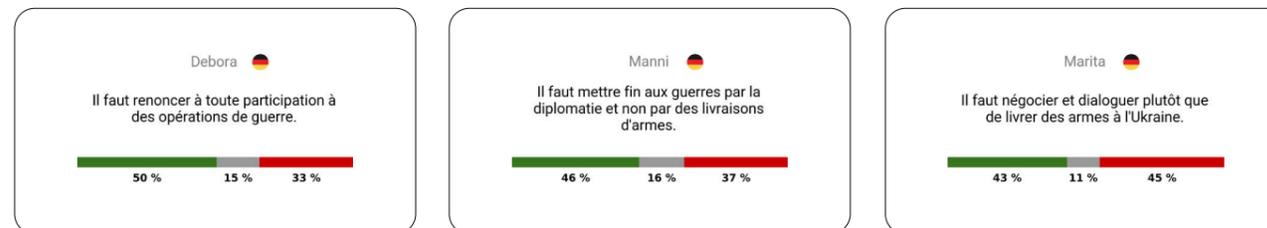
Cette idée était présente dans les deux pays lors de la première phase de la consultation et obtient autant de votes pour que de votes contre dans les deux pays. Ainsi, elle est controversée dans les deux pays.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



Idée débattue 05

Mettre en place une véritable défense européenne

17 propositions au total

Cette idée évoque la nécessité de renforcer la défense européenne et d'élaborer une véritable politique de défense commune. Certaines propositions suggèrent la création d'une armée européenne intégrée à l'OTAN, tandis que d'autres plaident pour une alliance européenne de défense distincte. D'autres encore proposent des mesures telles que la création de conseils consultatifs pour les forces armées, l'élargissement de la coopération militaire et la mise en place d'une défense commune avec un service militaire obligatoire. Globalement, les propositions mettent en avant la nécessité d'une coopération renforcée et d'une stratégie commune en matière de défense pour assurer la sécurité de l'Europe.



Cette idée était présente dans les deux pays lors de la première phase de la consultation, mais elle a reçu des scores d'adhésion différents selon les pays. Alors qu'elle a été largement soutenue par les participants français, elle est controversée parmi les participants allemands.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



“Il faut que nous ayons une vraie politique Européenne de défense avec des armements et matériels Européens et des armées compatibles”

Jean-Loup



05 Migration

Idée débattue

- Limiter l'immigration illégale

 Idée débattue 01

Limiter l'immigration illégale

35 propositions au total

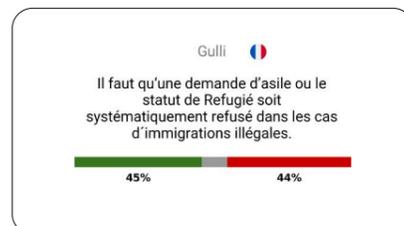
Cette idée débattue se concentre sur la question de l'immigration en Europe. Les propositions visent à limiter l'immigration illégale et à renforcer les règles d'accès au territoire de l'UE. Bien que les participants allemands se divisent, comme les français, sur cette idée, ils expriment un consensus en ce qui concerne la volonté d'adopter une approche uniforme envers les réfugiés à travers l'Union Européenne.



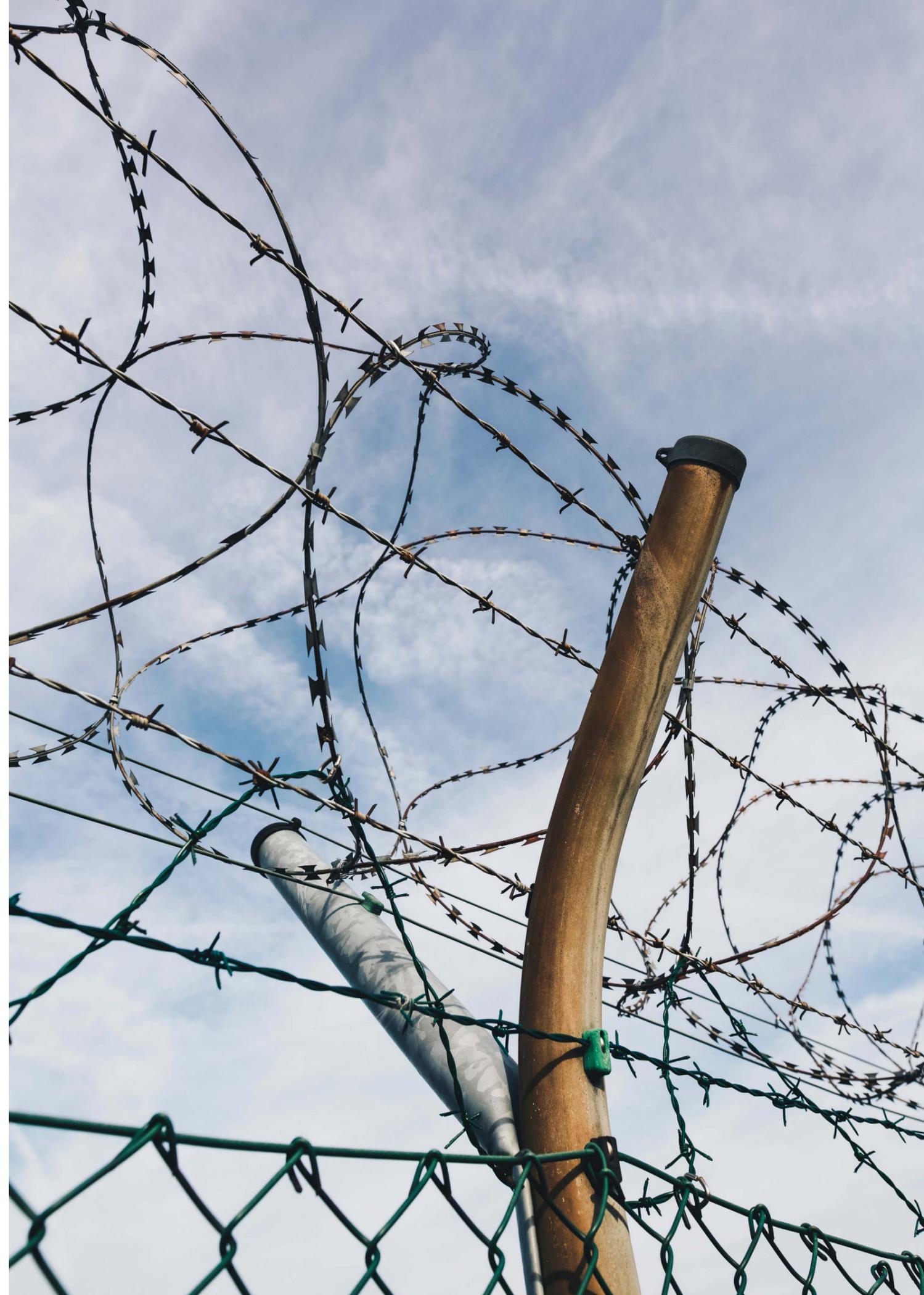
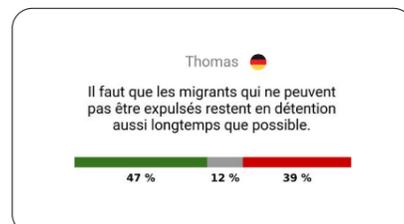
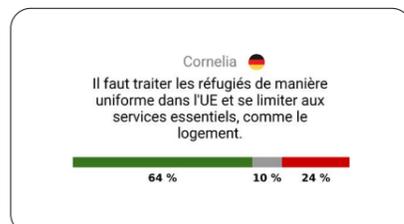
Cette idée était présente dans les deux pays lors de la première phase de la consultation, mais elle a reçu des scores d'adhésion différents selon les pays. Alors qu'elle est clairement controversée parmi les participants français, elle obtient des opinions divergentes parmi les participants allemands.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :





06 Mobilité

Idée plébiscitée partagée

- Améliorer les transports en commun, notamment le réseau ferroviaire

Idée controversée partagée

- Réduire le trafic aérien

♥ Idée plébiscitée partagée 01

Améliorer les transports en commun, notamment le réseau ferroviaire

13 propositions au total

Les citoyens expriment la nécessité de développer les transports ferroviaires en Europe et de les rendre plus accessibles et abordables pour tous les citoyens. Ils proposent diverses solutions pour y parvenir, telles que l'investissement massif dans le développement du réseau ferroviaire dans les régions les plus enclavées, la densification ou l'agrandissement du réseau existant, la création d'un service public ferroviaire européen, la mutualisation des moyens et la baisse des prix des billets, ainsi que la promotion de liaisons ferroviaires longue distance moins chères et plus pratiques, notamment des trains de nuit. Certaines propositions mettent également l'accent sur la nécessité de faciliter les liaisons entre les capitales européennes et de proposer des billets internationaux moins chers que les vols.



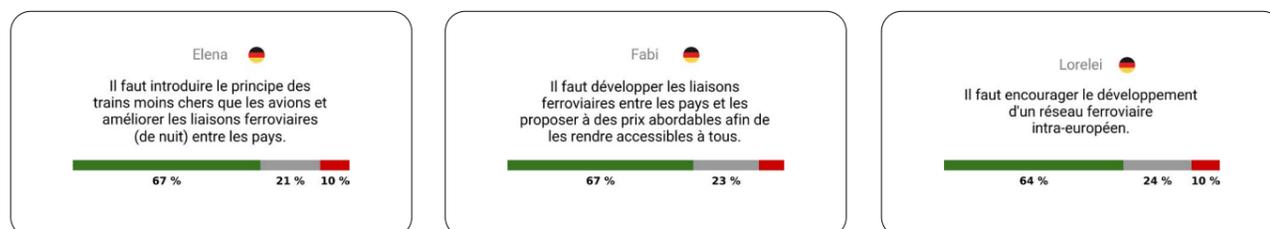
Cette idée était présente dans les deux pays lors de la première phase de la consultation et a obtenu majoritairement des votes favorables en France et en Allemagne.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



⚡ Idée controversée partagée 02

Réduire le trafic aérien

5 propositions au total

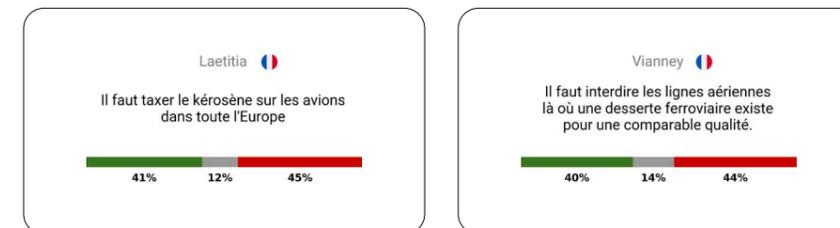
Les participants mettent l'accent sur la nécessité de réduire l'utilisation des avions en Europe et de favoriser le transport ferroviaire, notamment en taxant le kérosène sur les vols aériens et en interdisant les vols intra-européens lorsque des alternatives ferroviaires sont disponibles. Ils suggèrent également d'augmenter le prix des vols en avion ou de les surtaxer, tout en subventionnant le transport ferroviaire pour encourager les voyageurs à opter pour des modes de transport plus respectueux de l'environnement.



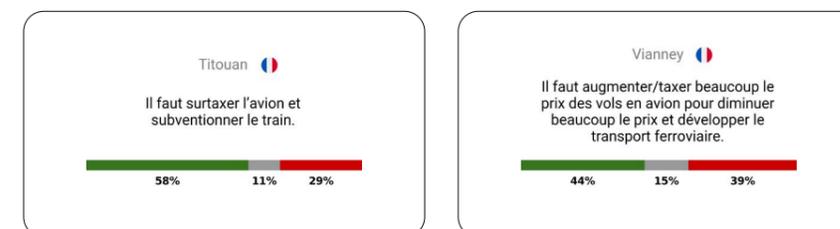
Cette idée était présente uniquement dans la consultation française de la première phase. Au cours de la deuxième phase, nous avons demandé aux participants allemands de réagir à cette idée. Elle est controversée dans les deux pays.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



07

Politiques sociales, économie et emploi

Idées plébiscitées partagées

- Mieux lutter contre la fraude fiscale et harmoniser la fiscalité européenne
- Renforcer et harmoniser les politiques de santé et de solidarité à travers l'Europe
- Harmoniser les conditions de travail dans l'UE pour limiter le dumping social

Idée controversée partagée

- Modifier le système de retraites en Europe

♥ Idée plébiscitée partagée 01

Mieux lutter contre la fraude fiscale et harmoniser la fiscalité européenne

32 propositions au total

Cette idée plébiscitée porte sur la lutte contre la fraude fiscale, l'évasion fiscale et les paradis fiscaux en Europe. Des propositions demandent la sortie de certains pays considérés par les participants comme étant des paradis fiscaux (Irlande, Luxembourg, Pays-Bas) tandis que d'autres appellent à une harmonisation fiscale pour éviter la concurrence entre les États membres de l'Union européenne. Les participants suggèrent également une taxe sur les transactions financières et la taxation des dividendes dans toute l'UE, ainsi que l'instauration de normes fiscales minimales à l'échelle européenne pour décourager la concurrence fiscale. Les citoyens demandent également une harmonisation des règles fiscales pour les travailleurs frontaliers, ainsi qu'une collaboration entre la France et l'Allemagne pour l'harmonisation de la fiscalité européenne face aux géants extra-européens.

Les participants soulignent l'importance d'une collaboration entre les pays européens pour lutter contre les paradis fiscaux et une harmonisation fiscale en Europe.



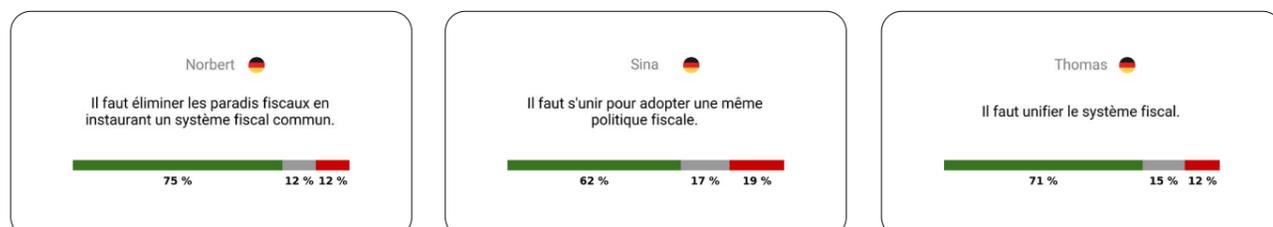
Cette idée était présente dans les deux pays lors de la première phase de la consultation et a obtenu majoritairement des votes favorables en France et en Allemagne.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



♥ Idée controversée partagée 02

Harmoniser les conditions de travail dans l'UE pour limiter le dumping social

12 propositions au total

Les participants des deux pays expriment une préoccupation commune quant au dumping social et à la concurrence déloyale au sein de l'Union européenne. Ils appellent à une harmonisation des règles concernant le travail, des salaires minimums et des cotisations sociales afin d'éliminer les distorsions et les abus de concurrence. Ils réclament également une coopération fiscale accrue pour les travailleurs frontaliers et une uniformisation positive du droit du travail entre les États européens. Les participants insistent sur l'importance de prendre en compte les différences de niveau de vie et de coût salarial entre les pays européens, afin d'éviter de compromettre les avantages sociaux de certains pays dans une compétition économique.



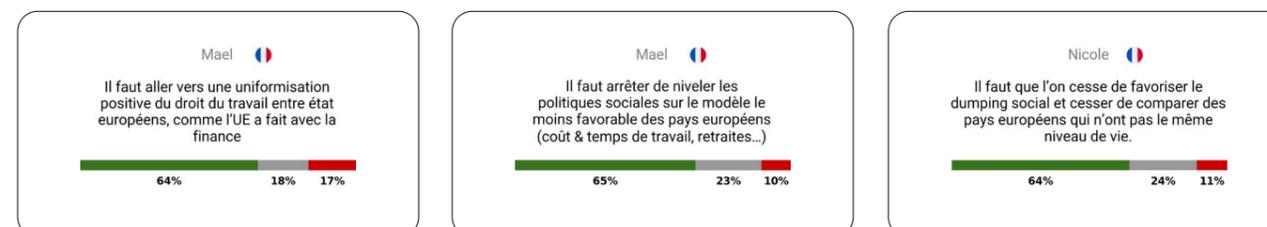
Cette idée était présente uniquement dans la consultation française de la première phase. Au cours de la deuxième phase, nous avons demandé aux participants allemands de réagir à cette idée. Elle est plébiscitée par les deux pays.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



♥ Idée plébiscitée partagée 03

Renforcer et harmoniser les politiques et de santé et de solidarité à travers l'Europe

9 propositions au total

Globalement, les participants appellent à une Europe sociale qui mettrait la santé et le social au cœur de la construction européenne pour garantir un mieux-être et une solidarité efficace dans toute l'UE.

Ils abordent notamment la question de la protection sociale et de la santé à l'échelle européenne. Les participants des deux pays s'accordent sur le besoin d'une politique commune européenne pour lutter contre les inégalités et la précarité dans tous les domaines. Notamment, ils soulignent l'importance de défendre les droits des personnes handicapées. Bien que déjà existante, certains participants réaffirment l'importance d'une carte vitale européenne.



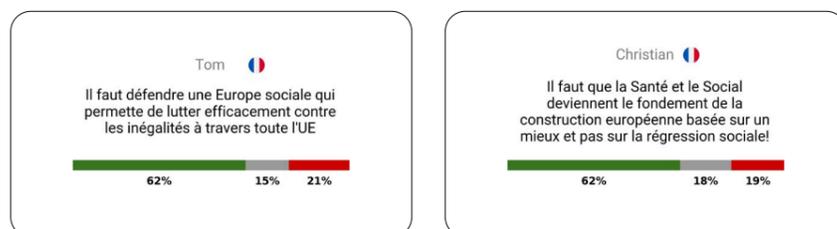
Cette idée était présente dans la consultation nationale française de la première phase. Au cours de la deuxième phase, nous avons demandé aux participants allemands de réagir à cette idée. Ils l'ont plébiscitée. C'est un consensus partagé par les deux pays.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



⚡ Idée controversée partagée 04

Modifier le système de retraites en Europe

17 propositions au total

Les participants mettent l'accent sur la nécessité de réduire l'utilisation des avions en Europe et de favoriser le transport ferroviaire, notamment en taxant le kérosène sur les vols aériens et en interdisant les vols intra-européens lorsque des alternatives ferroviaires sont disponibles. Ils suggèrent également d'augmenter le prix des vols en avion ou de les surtaxer, tout en subventionnant le transport ferroviaire pour encourager les voyageurs à opter pour des modes de transport plus respectueux de l'environnement.



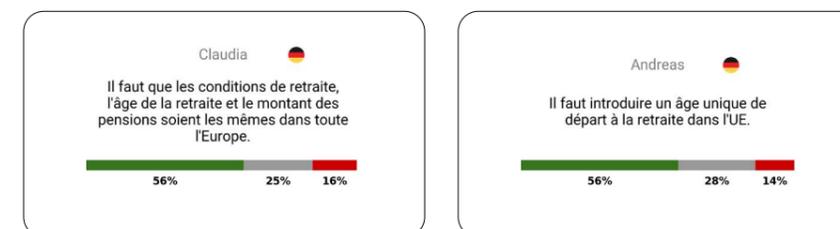
Cette idée était présente uniquement dans la consultation allemande de la première phase. Au cours de la deuxième phase, nous avons demandé aux participants français de réagir à cette idée. Elle est controversée dans les deux pays.

Illustrations de propositions :

Les votes attribués à cette proposition proviennent des participants français :



Les votes attribués à ces propositions proviennent des participants allemands :



Perspective européenne



L'analyse des résultats dans le contexte de la Conférence sur l'avenir de l'Europe

Le 9 mai 2021, l'Union européenne a lancé la Conférence sur l'avenir de l'Europe - un exercice de démocratie participative à l'échelle de l'Europe. Celle-ci a ouvert un espace de débats et de réflexion citoyenne inédit, dans lequel les citoyens européens ont pu jouer un rôle plus actif pour exprimer leurs priorités et relever les défis de l'Europe.

L'ensemble des citoyens européens, "issus de tous les horizons et des quatre coins de l'Union", étaient invités à participer.

Un an après son lancement, la Conférence sur l'avenir de l'Europe a conclu ses travaux, avec un rapport final comprenant 49 propositions et plus de 300 mesures qui s'inspirent des panels citoyens européens, nationaux, et des idées soumises sur la plateforme en ligne de la Conférence. Ce rapport a été remis aux institutions européennes qui ont entamé un processus de mise en œuvre et de suivi des propositions.

Pour les citoyens, comme pour l'Union européenne, il est important que cette démarche participative à l'échelle européenne permise par la Conférence ne se limite pas à cette dernière. C'est pourquoi, les institutions européennes - en parallèle de la mise en œuvre et du suivi des propositions issues de la Conférence - ont la volonté de continuer le dialogue avec les citoyens afin de leur permettre de les associer davantage aux sujets liés à l'avenir de l'Europe. Il s'agit également d'un souhait exprimé par de nombreux citoyens de l'UE et plusieurs initiatives

et consultations continuent d'être mises en place pour permettre ce dialogue permanent.

Menée sous un prisme franco-allemand, la consultation citoyenne "Traité de l'Elysée : Regarder ensemble vers l'avenir" constitue un prolongement de la Conférence et s'inscrit dans son cadre. Elle invite les citoyens français et allemands à exprimer des propositions que la France et l'Allemagne pourraient mettre en avant au niveau européen, pour faire face collectivement aux défis actuels et à venir. Le contexte ayant changé depuis un an, notamment avec une guerre sur le continent européen et une inflation croissante, il s'agit enfin d'une manière de réinterroger les priorités citoyennes et de voir si des nouvelles ont émergé depuis la Conférence.

Cette lecture des résultats de la consultation "Traité de l'Elysée", à partir de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, et cette comparaison des priorités ayant émergé lors de ces deux démarches de participation citoyenne, se feront en trois temps :

Une mise en perspective des résultats réalisée par un expert européen

Une comparaison avec les consultations citoyennes menées par Make.org auprès des jeunes Français et Allemands dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe pour analyser les éventuelles différences et similitudes

Une mise en perspective avec les résultats globaux de la Conférence sur l'avenir de l'Europe



Entretien avec Gabriele Bischoff

Députée européenne
Vice-présidente du groupe S&D

En tant que membre du Parlement européen, vous étiez également membre de l'assemblée plénière de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Plus de 50 000 citoyens ont participé directement sur la plateforme et de nombreux autres ont aidé activement à recueillir les idées pour l'Europe de demain, dans le cadre de forums citoyens et d'autres initiatives. La conférence s'est achevée le 9 mai 2022, il y a déjà plus d'un an. Que s'est-il passé depuis ? Comment les propositions des citoyens se concrétisent-elles ?

D'emblée, j'ai eu à cœur de ne pas décevoir les attentes des citoyens et de ne pas laisser leurs propositions prendre la poussière dans un tiroir, comme ce fut malheureusement le cas pour de nombreux projets de participation citoyenne menés par le passé. La plupart de mes collègues partagent ce point de vue, et au Parlement européen, nous avons déjà adopté, début juin 2022, une résolution exigeant une mise en œuvre rapide des propositions.

Certaines des propositions élaborées par les citoyens sont d'ores et déjà prêtes à être mises en œuvre dans la législation. La Commission européenne s'est également saisie de ces propositions, qu'elle a intégrées à son programme de travail pour 2023. Au sein de la Commission des Affaires sociales et de l'Emploi, nous avons adopté début mai un rapport encourageant l'élaboration d'une loi européenne interdisant les stages non rémunérés, reprenant ainsi une demande formulée dans le rapport final de la Conférence sur l'avenir.

D'autres propositions ne peuvent pas être mises en œuvre directement, car elles nécessitent une modification des traités de l'UE. Par exemple, les participants nous ont suggéré que les droits sociaux des citoyens de l'UE soient garantis par une section spécifique dans les traités européens. Depuis la fin de la Conférence sur l'avenir en mai 2022, je travaille avec les députés des autres groupes politiques sur des propositions d'amendement visant à intégrer les idées de la Conférence sur l'avenir dans ces traités. Nous souhaitons voter ces propositions en séance plénière du Parlement européen avant la pause estivale. La balle sera ensuite dans le camp du Conseil européen, c'est-à-dire des chefs d'État et de gouvernement des pays de l'UE, qui pourront convoquer une Convention européenne pour modifier les traités.

Pendant la deuxième phase de la consultation, les citoyens étaient invités à voter sur les propositions soumises. Les propositions appelant à une réforme du processus de décision au sein du système décisionnel européen se sont avérées particulièrement controversées. Dans quelle mesure cela reflète-t-il le débat au sein des institutions européennes ?

Le passage de la règle de l'unanimité à celle de la majorité qualifiée dans des domaines importants de la politique européenne était une revendication centrale de la Conférence sur l'avenir. Depuis les dernières élections européennes de 2019, l'Europe a connu de multiples crises : la pandémie de coronavirus, le conflit russo-ukrainien et la flambée des prix de l'énergie. C'est pourquoi de nombreux citoyens estiment qu'il est essentiel que l'UE puisse agir rapidement et de manière déterminée.

En principe, nombreux sont ceux qui saluent la demande d'abolition de l'unanimité. Mais lorsqu'il

s'agit de discuter en profondeur des domaines politiques dans lesquels les décisions ne peuvent actuellement être prises qu'à l'unanimité, la discussion devient plus compliquée. Ainsi, dans le domaine de la politique fiscale ou des questions relatives à l'élargissement de l'UE, certains États membres sont très réticents à l'idée d'abolir l'unanimité. Dans d'autres domaines, comme la politique étrangère, il semble qu'il y ait une plus grande ouverture à la réforme.

Lors du vote sur les propositions, un consensus particulièrement fort s'est dégagé dans la thématique de la politique sociale, en faveur des propositions appelant au renforcement et à l'harmonisation des politiques de santé et de solidarité dans toute l'Europe ainsi qu'à l'harmonisation des conditions de travail dans l'UE afin d'endiguer le dumping social. Quel est votre point de vue sur ce consensus ?

L'UE a été fondée sur la promesse qu'une harmonisation des conditions de vie était possible, allait dans le sens du progrès, et profiterait à tous les citoyens de l'UE. Pourtant, on constate que plusieurs pans de la politique sociale européenne sont encore en chantier. Tous les citoyens de l'UE ne bénéficient pas des droits définis dans le pilier social de l'UE.

Je ne suis donc pas surprise par ce consensus ; j'y vois un facteur favorable à nos projets de politique sociale au sein du Parlement européen. Au cours de cette

législature, nous avons déjà pu poser quelques jalons pour une Europe sociale. Le projet le plus important a été la Directive sur le salaire minimum contre la pauvreté. Mais il nous reste encore beaucoup à faire ; par exemple, il nous faut veiller à ce que les nombreuses personnes qui font quotidiennement la navette entre la France et l'Allemagne pour aller travailler ne soient pas désavantagées par leur emploi transfrontalier.

Pas moins de 51 611 citoyens ont participé à la consultation. Pourquoi, de votre point de vue de parlementaire européenne, ces formats de participation, tels que la Conférence sur l'avenir ou la consultation franco-allemande « Ensemble | Zusammen » sont-ils indispensables en Europe ?

De tels formats de participation constituent un complément essentiel à la démocratie représentative dans l'UE ; ils consolident son socle démocratique et renforcent la confiance des citoyens. Les propositions législatives ne sont pas élaborées dans une quelconque tour d'ivoire européenne : elles doivent être ancrées dans la réalité et prendre en compte les besoins des citoyens européens, et présenter une réelle valeur ajoutée.

Il est essentiel que les citoyens sélectionnés soient représentatifs de la société européenne, de sorte que l'ouvrier non qualifié soit représenté, tout comme l'employée cadre, le père célibataire ou la développeuse web. Cela a justement été le cas, aussi bien lors de la Conférence sur l'avenir que lors de la consultation franco-allemande.

Deux consultations Make.org à un an d'intervalle : quelles différences et similitudes ?

Comparaison des résultats avec les priorités communes des 95 000 jeunes en Allemagne et en France (2022)

Dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, une place centrale était accordée aux jeunes citoyens en ce qu'ils sont le futur du projet européen. À cet égard, deux consultations ont été menées en 2021 et 2022 sur Make.org auprès des jeunes Français et Allemands (entre 15 et 35 ans), autour de la question : "Jeunes, quelles sont vos priorités pour l'Europe de demain ?".

En France, à l'initiative du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, la consultation "Parole aux Jeunes" a permis à plus de 50 000 jeunes Français d'exprimer leurs priorités. Suite à cette belle mobilisation, Make.org et l'Office franco-allemand pour la Jeunesse ont répété l'exercice en Allemagne

avec le soutien du Ministère allemand des Affaires étrangères, et 45 000 jeunes Allemands ont pris part à cette démarche.

Ensemble, ces deux consultations ont ainsi permis d'engager 95 000 jeunes Français et Allemands dans l'expression de leurs priorités pour l'avenir de l'Union européenne. Les sociologues de Make.org en ont déduit les 11 priorités communes de la jeunesse en Allemagne et en France.

Découvrez les 11 priorités communes de la jeunesse en Allemagne et en France pour l'Europe dans le rapport final "Notre Europe, notre avenir".

Comparaison des résultats avec les priorités communes des 95 000 jeunes en Allemagne et en France (2022)

L'analyse comparative met en lumière beaucoup de sujets en commun entre les deux consultations. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer :

- **La préservation de la diversité culturelle et linguistique en Europe**
...à travers la volonté plébiscitée de promouvoir davantage les échanges éducatifs entre pays.
- **La place de l'Europe dans le monde**
...exprimée à travers des idées controversées telles que la politique de défense ou le positionnement de l'Europe dans les conflits internationaux
- **La promotion du développement durable et de la protection de l'environnement**
...à travers l'idée plébiscitée d'une politique environnementale européenne plus forte, l'amélioration du réseau ferroviaire et le développement des énergies renouvelables.
- **La question de l'immigration**
...à travers des idées controversées sur le durcissement des conditions pour les migrants.
- **L'ambition plébiscitée d'une démocratie plus transparente** en luttant davantage contre la corruption au sein des institutions et **une plus grande implication de la société civile dans le processus décisionnel.**

Les sujets spécifiques à chaque consultation

Chaque consultation menée aborde des sujets spécifiques en fonction du contexte de la période dans laquelle elle a été réalisée. La consultation auprès des jeunes conduite en 2021-2022 a été marquée par la pandémie et ses conséquences sur les jeunes et leur mode de vie. Depuis, la guerre est aux portes de l'Europe, avec ses conséquences dans de nombreux domaines (inflation, énergie, diplomatie...).

Ces contextes différents se font ressentir dans les résultats des consultations et mettent en avant le changement de priorité de certains sujets, voire l'émergence de nouveaux sujets.

Consultation des jeunes (2021-2022) : la crise sanitaire au coeur des préoccupations

- Les participants abordent plusieurs sujets liés à la **gestion de la crise sanitaire et aux soins de santé**. Ils mettent en avant la nécessité de mettre en place une **politique commune pour mieux gérer la crise sanitaire**, en garantissant des **soins de santé plus accessibles** et plus égaux.
- Ils soulignent l'importance de **mieux récompenser et reconnaître la profession de soignant**, ainsi que de promouvoir la **protection de la santé mentale**.
- Un autre point évoqué est la **lutte contre la désinformation**, mettant en avant l'importance de lutter contre les fausses informations dans le domaine de la santé.



Découvrez les 11 priorités communes de la jeunesse en Allemagne et en France pour l'Europe dans le rapport final "Notre Europe, notre avenir".

Consultation "Traité de l'Elysée" (2023) : le conflit russo-ukrainien et l'indépendance énergétique

- Les participants mentionnent le **conflit russo-ukrainien** et la **question de la paix en Europe**.
- Le **thème de l'énergie** est abordé, avec un objectif d'**indépendance** dans ce domaine.
- Enfin, la consultation évoque aussi l'amélioration de la **démocratie participative en Europe** suggérant un intérêt pour une évolution du système démocratique dans cette région du monde.

Quelles idées souhaitez-vous que la France et l'Allemagne défendent en Europe ?



Für welche Ideen sollten sich Frankreich und Deutschland in Europa einsetzen?

Mise en perspective avec les recommandations finales de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe

Comparaison des résultats avec les 49 recommandations (plus de 300 mesures) au niveau européen

La Conférence sur l'avenir de l'Europe s'est conclue en mai 2022, apportant 49 propositions et de multiples mesures articulées autour de 10 thèmes centraux. Au travers de forums citoyens européens et nationaux, d'une assemblée plénière et d'une plateforme numérique, elle a donné le jour à une multitude d'idées sur la manière de bâtir l'avenir de l'Europe. À peine un an plus tard, la Consultation franco-allemande, menée à l'occasion du 60^e anniversaire du Traité de l'Élysée, a rassemblé des propositions et des recommandations portant, elles aussi, sur l'avenir de l'Europe et les défis auxquels l'Allemagne et la France doivent faire face. Les résultats de ces deux initiatives de participation citoyenne reflètent les priorités des citoyens européens à différents moments : ils offrent donc d'intéressantes possibilités de comparaisons.

En ce qui concerne les thèmes abordés, on trouve des recoupements partiels, en particulier à propos de la démocratie et de l'économie. Il reste cependant des différences, notamment concernant le niveau de priorité des thématiques de sécurité et de défense, mais aussi de santé.

Sur le sujet de la démocratie en Europe, les propositions et les résultats étaient très similaires. Les propositions visant à renforcer la transparence de l'EU sur ses activités et à améliorer sa visibilité pour les citoyennes et les citoyens ont fait l'objet d'une attention particulière. Elles s'accompagnaient d'incitations à davantage d'offres d'information, des possibilités d'implication élargies et une participation renforcée allant au-delà des canaux habituels. La voix des jeunes, qui doit être entendue, a été particulièrement mise en avant en leur permettant de participer très tôt à la vie démocratique. La consultation a donné lieu à des propositions similaires menant à un large consensus : la démocratie participative doit être améliorée en Europe. De plus, les propositions appelant à limiter l'influence des lobbies et à lutter contre la corruption ont reçu un large soutien.

Les réformes institutionnelles ont également occupé une place importante dans les deux formats. Lors de la Conférence, les participants ont notamment estimé qu'il fallait réformer le mode de décision au sein des institutions européennes et l'améliorer pour garantir la capacité d'action de l'Union européenne tout en préservant les intérêts des États membres ; toutefois, ces propositions ont rencontré une certaine résistance lors de la Consultation, en particulier en ce qui concerne le processus décisionnel au sein du système européen.

On observe aussi des parallèles et des points communs dans le domaine de l'économie. Le développement durable, l'innovation et l'amélioration de la compétitivité de l'Union européenne jouent un rôle central dans les deux formats. L'objectif est de renforcer la cohésion au sein de l'UE pour faire face aux grandes puissances. De plus, la politique sociale a fait l'objet d'une attention particulière, recueillant également un large consensus lors de la Consultation. Les propositions visant à renforcer et harmoniser les politiques de santé et de solidarité dans l'Europe entière, et à homogénéiser les conditions de travail pour endiguer le dumping social, ont trouvé un large soutien. En revanche, lors de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, l'accent portait plutôt sur la réduction des inégalités et de l'exclusion sociale, sur la lutte contre la pauvreté et sur la mise en place de réglementations sur un revenu minimum dans l'UE.

Des différences sont apparues dans les thématiques de la santé, mais aussi de la défense et sécurité. Le premier sujet n'a été que peu abordé lors de la Consultation franco-allemande, se classant au 13^e rang en termes de nombre de propositions. Cet écart s'explique par l'évolution de la situation de la pandémie et l'assouplissement des contraintes sanitaires. Tandis que début 2022, la pandémie marquait encore fortement la vie quotidienne des citoyens, en 2023, ce sont les questions d'énergie et de sécurité qui étaient au premier plan. Avec la

guerre d'agression de la Russie sur l'ensemble du territoire ukrainien, les priorités de l'Europe ont été bouleversées. Cette évolution transparait non seulement dans les débats et décisions politiques au niveau national et européen, mais aussi dans les idées et propositions avancées par les citoyens lors de la consultation.

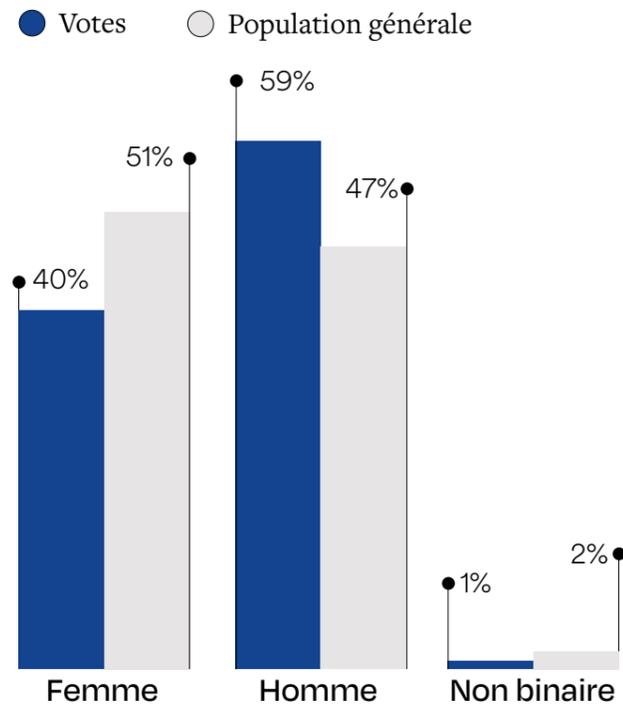
Sur la thématique de la sécurité et de la défense, qui arrive au quatrième rang des thèmes de la Consultation, les citoyens ont émis de multiples propositions, portant notamment sur les questions liées à la guerre en Ukraine et la défense commune. Certains points ont particulièrement suscité la controverse : la proposition d'une véritable défense européenne et les débats sur les livraisons d'armes à l'Ukraine et les négociations avec la Russie. Lors de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, les questions de défense et de sécurité étaient formulées avec plus de retenue et ne revêtaient pas le même caractère d'urgence.

En résumé, on constate que, par rapport à la Conférence sur l'avenir de l'Europe, les priorités des citoyens ont évolué, sous l'effet de la guerre en Ukraine, de la hausse de l'inflation, et des questions de sécurité énergétique et de résilience de la démocratie. Il reste toutefois quelques constantes, qui reflètent une demande permanente des citoyens, et que l'on peut résumer en trois points : la nécessité d'institutions fonctionnelles dotées de processus de décision efficaces, une présence forte de l'Europe sur la scène internationale, et la volonté de transparence et de participation des citoyens.

Annexes

Le profil sociodémographique des participants

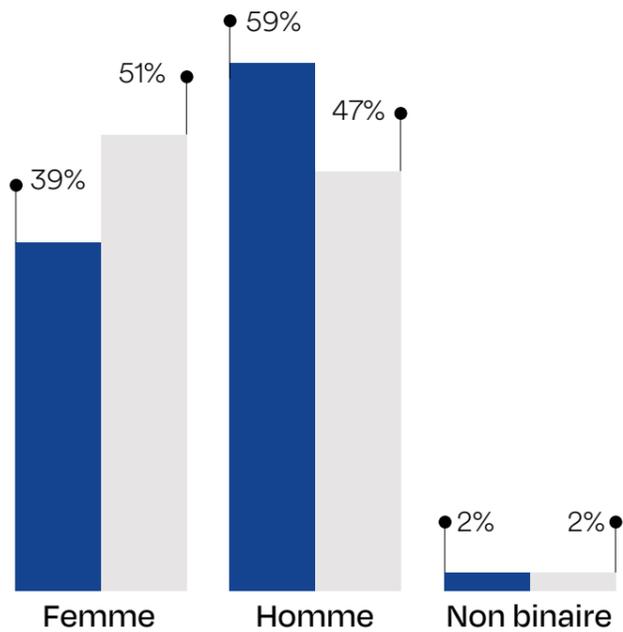
Participation par genre (données agrégées)



Participation par genre (Allemagne)

source : Statistisches Bundesamt

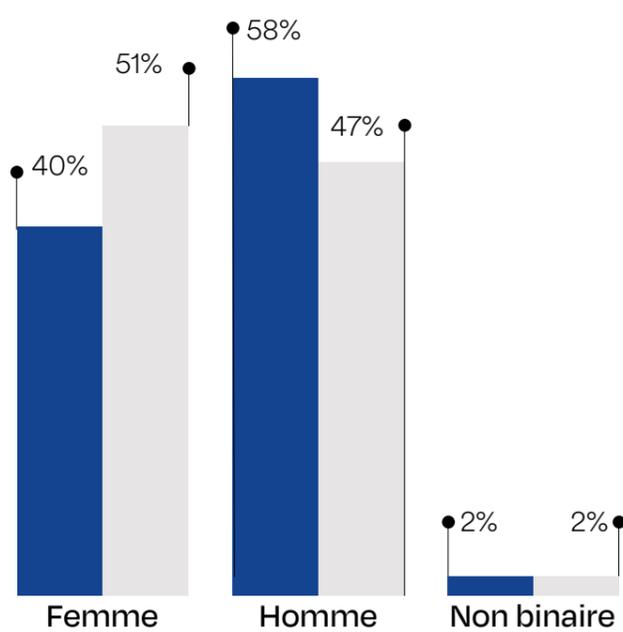
● Votes ● Population générale



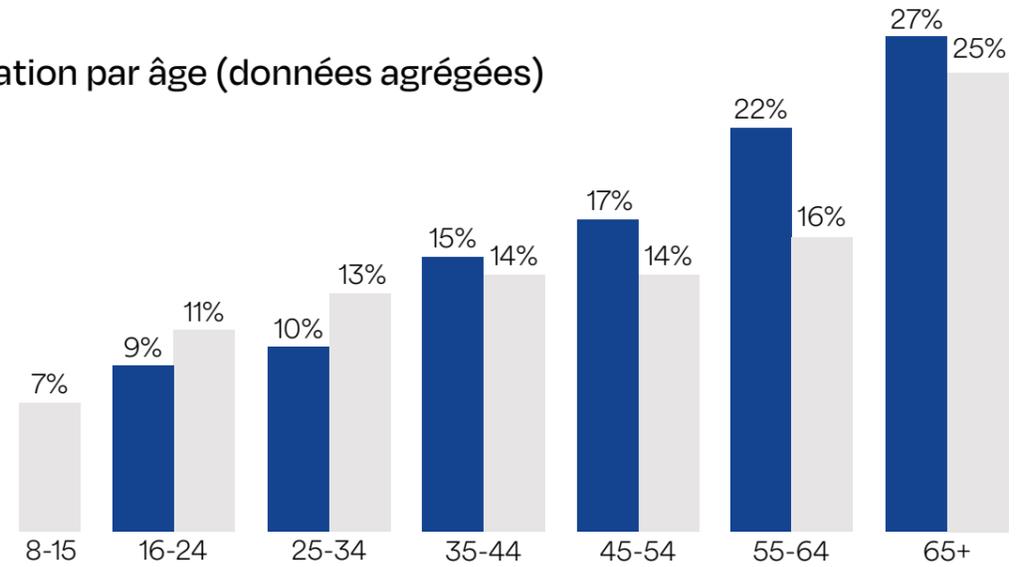
Participation par genre (France)

source : Insee

● Votes ● Population générale

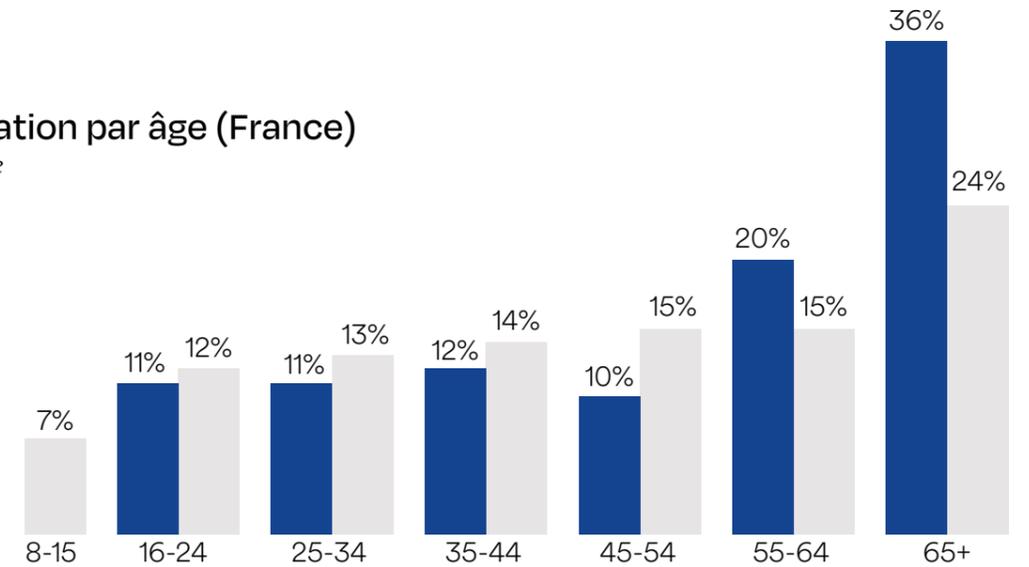


Participation par âge (données agrégées)



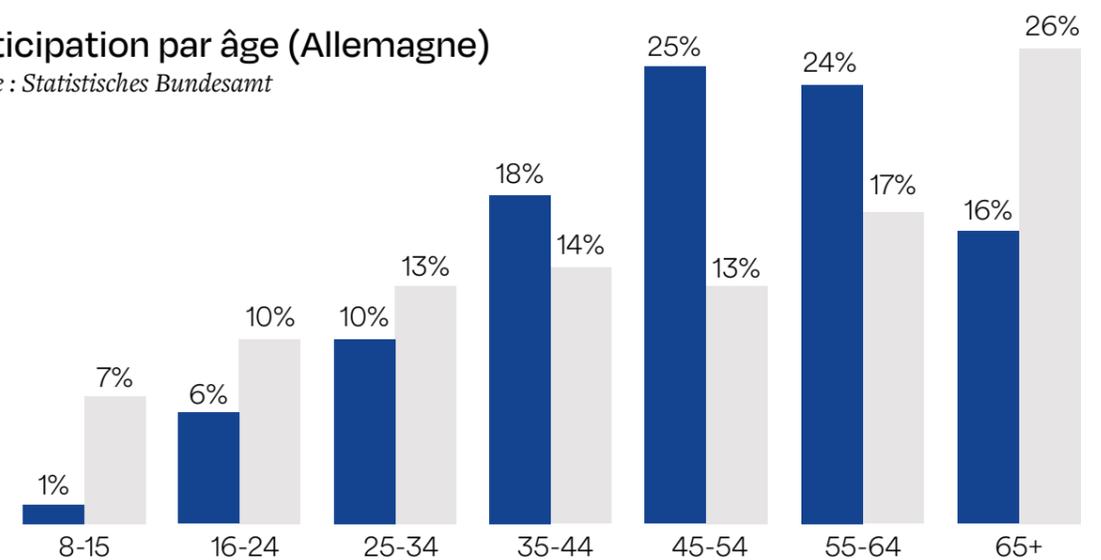
Participation par âge (France)

source : Insee



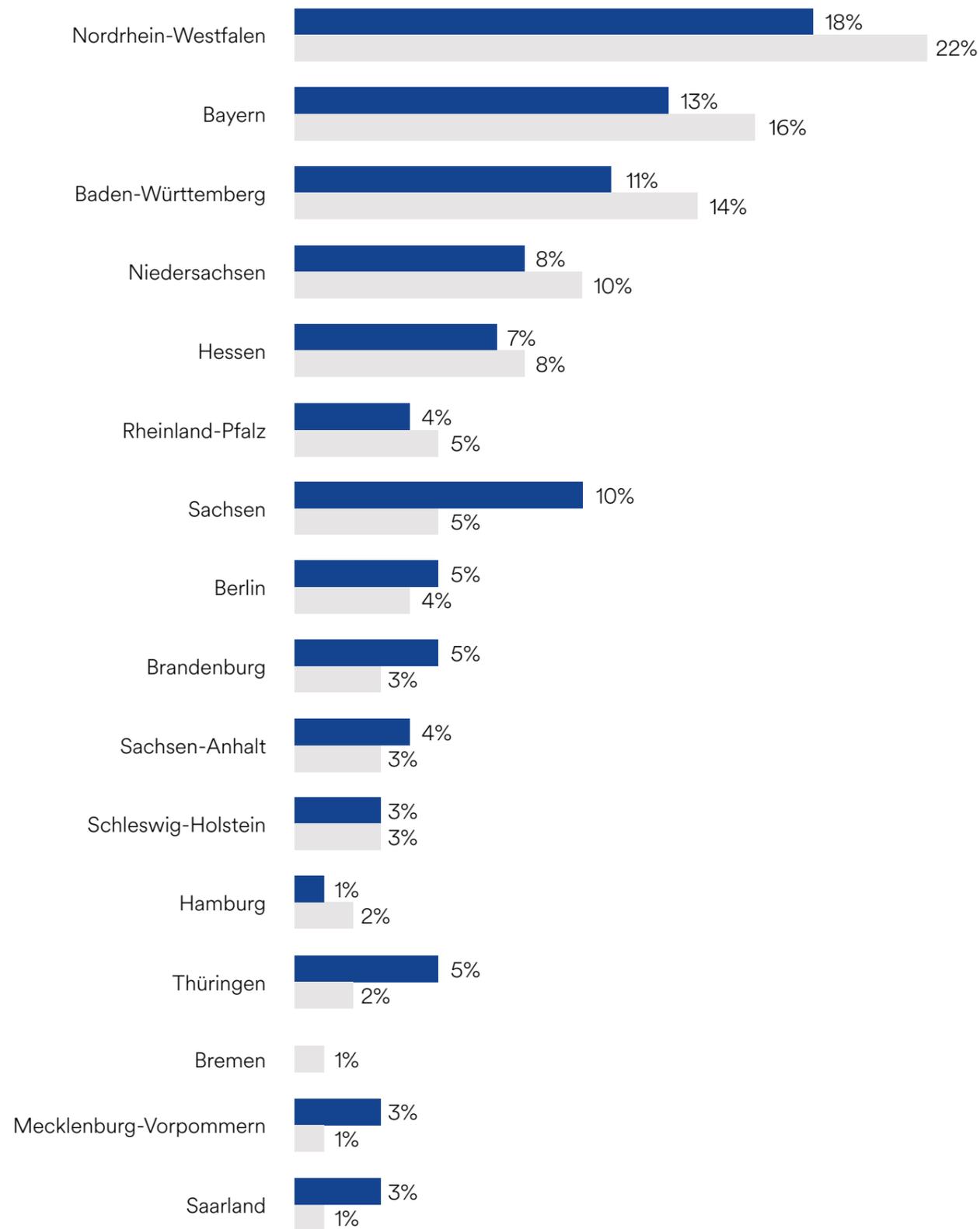
Participation par âge (Allemagne)

source : Statistisches Bundesamt

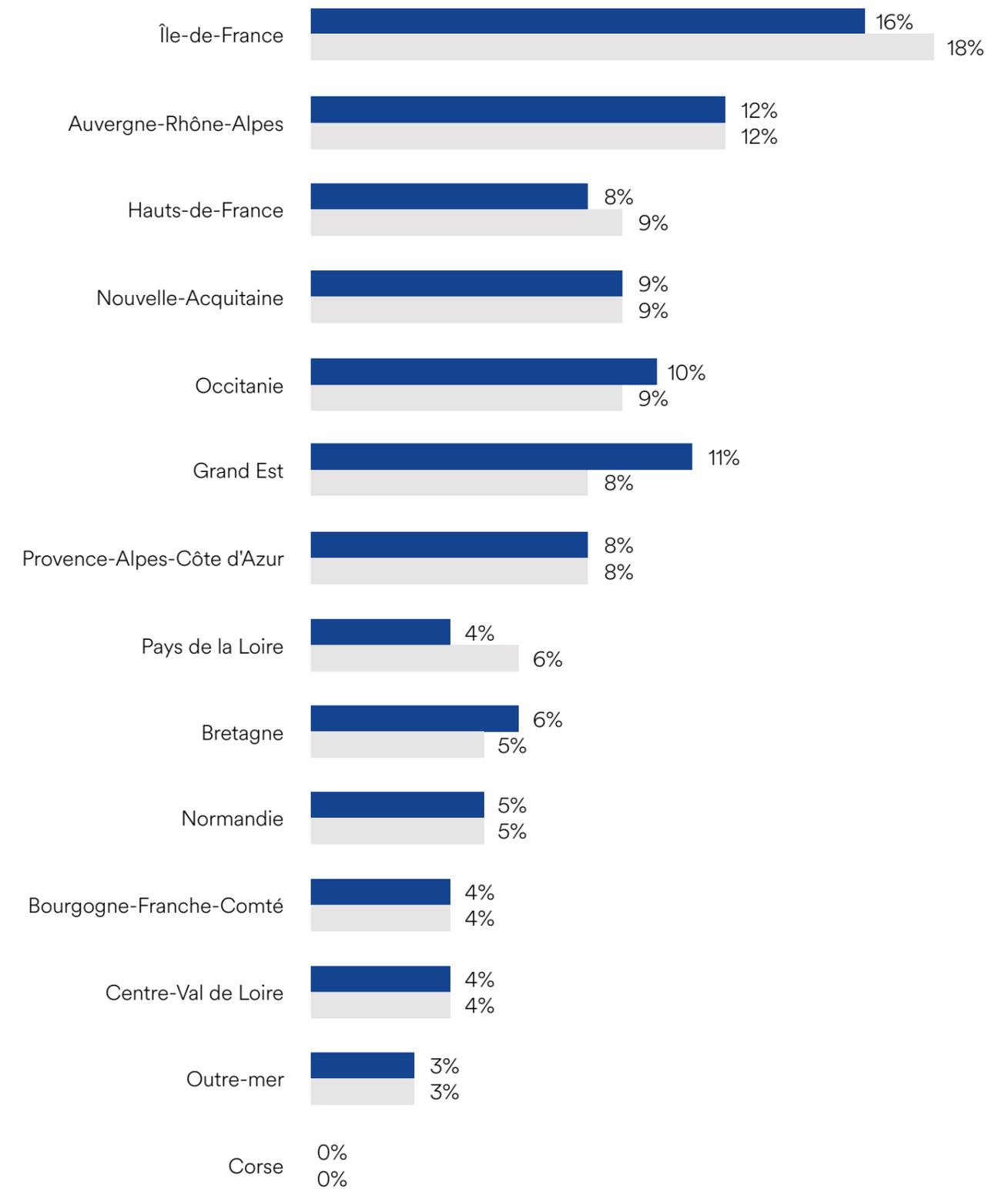


Le profil sociodémographique des participants (2/3)

Participation par région (Allemagne) (données agrégées)



Participation par région (France) (données agrégées)

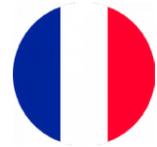


Le profil sociodémographique des participants (3/3)

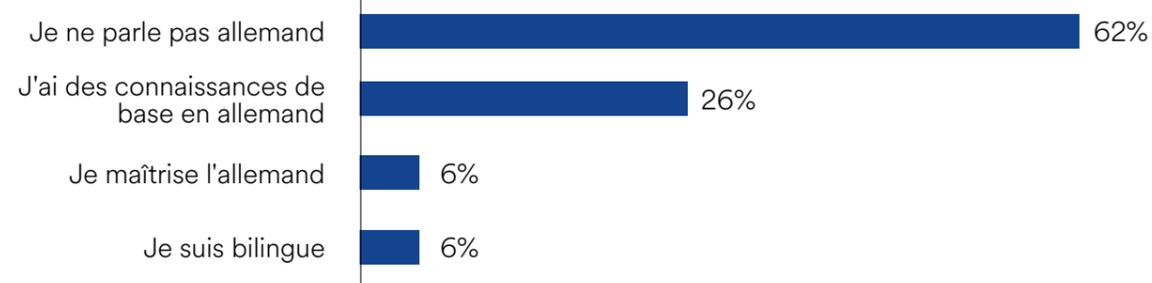
Les réponses obtenues grâce aux questions additionnelles posées aux participants ont fourni des informations supplémentaires sur leur situation.

Il ressort que la plupart des participants ne parlent pas la langue de l'autre pays. Un quart des participants français et allemands déclarent cependant avoir des notions basiques dans la langue de l'autre pays.

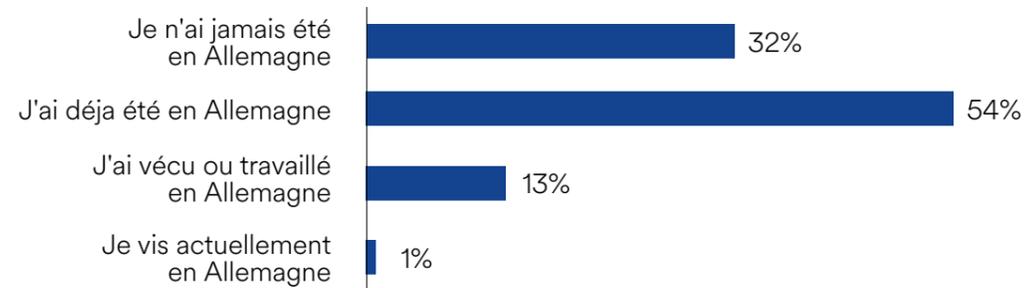
Enfin, les données obtenues révèlent une certaine familiarité des participants avec le pays voisin. En effet, la majorité des participants déclarent avoir visité l'autre pays (54 % des participants français et 70 % des participants allemands).



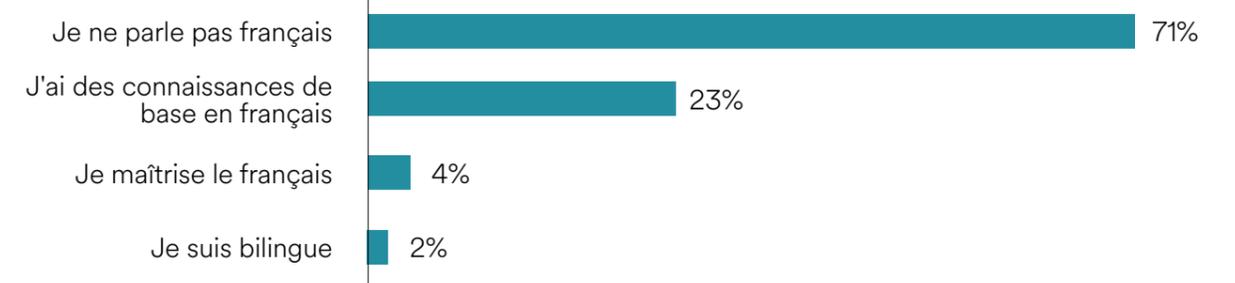
Parlez-vous allemand ?



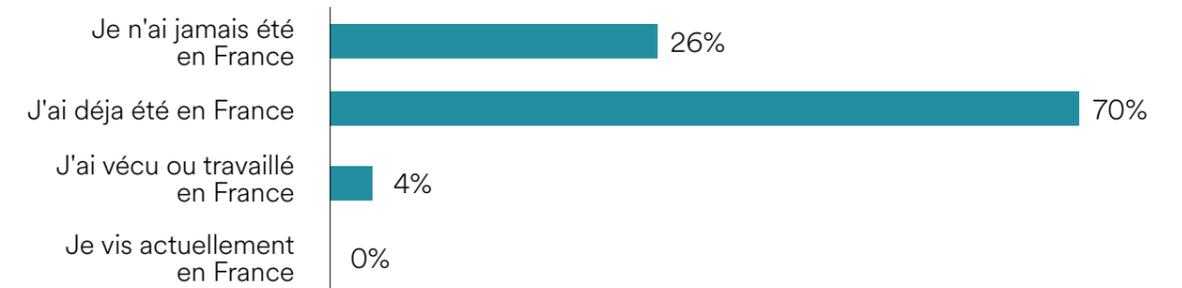
Connaissez-vous bien l'Allemagne ?



Parlez-vous français ?



Connaissez-vous bien la France ?



À propos & contact



À propos de Make.org

CIVICO Europa est une association à but non lucratif, indépendante et transnationale dont l'objectif est de permettre la réappropriation du projet européen par les citoyens de l'UE. Elle rassemble des personnalités européennes convaincues, par-delà leurs sensibilités, qu'il est temps de transformer l'Union en une puissance démocratique fondée sur une participation citoyenne continue. civico.eu



À propos de L'Académie européenne de Berlin

L'Académie européenne de Berlin (Europäische Akademie Berlin e.V.) est une organisation indépendante, non partisane et à but non lucratif, qui dispose d'un réseau transnational de la société civile et de la formation continue des adultes. Depuis 1963, elle est un organisme de formation, un centre de compétences et contribue, en tant que lieu de formation et de rencontre établi, à une société civile vivante en Allemagne et en Europe. eab-berlin.eu



À propos de Make.org

Make.org est une organisation neutre et indépendante dont la mission est de faire participer les citoyens et de mobiliser l'ensemble de la société civile pour transformer positivement la société. Pour y parvenir, Make.org a développé une méthode unique de consultation massive, capable de toucher plusieurs millions de personnes. Comme l'exprime sa Charte éthique, Make.org est une plateforme démocratique, civique et européenne, neutre, indépendante, transparente et respectueuse des données personnelles. Make.org

Contact

Carlotta During
Directrice des Études
Académie européenne de Berlin
carlotta.during@eab-berlin.eu

Jules Kuhn
Chargé de mission Affaires publiques
Make.org
ap@make.org

CIVICO
••• europa

EAB
Europäische Akademie
Berlin

MAKE.
ORG

 Université
franco-allemande
Deutsch-Französische
Hochschule

 **CCI FRANCE ALLEMAGNE**
FRANZÖSISCHE HANDELSKAMMER

arte

 **DEUTSCH-
FRANZÖSISCHER
BÜRGERFONDS
FONDS CITOYEN
FRANCO-ALLEMAND**

 **AYA**

 **MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

 **Auswärtiges Amt**

 **Staatskanzlei
SAARLAND**